

L'HUMANISTE COMBATTANT

Volume 4 • Numéro 3 • Hiver 2000



L'OUTIL N'EST PAS TOUJOURS UN MARTEAU

- **Lettres** au fils du charpentier et à Lise Payette.
- **Débat** : un barrage privé sur la Batiscan?
- **Arts** : Plaidoyer pour l'opéra et visite au MAC et au CCA.
- **Philosophie et politique** avec Andrée Ferretti, Marc Chabot, Denis Collin, Michel Morin, Henri Lamoureux, Pierre Joncas et James Wilkins.
- Et la folie du Super Bowl...



Association coopérative étudiante du Cégep Joliette - De Lanaudière

20, rue Saint-Charles Sud, Joliette (Québec) J6E 4T1
Téléphone: (450) 759-6701 Télécopieur: (450) 759-6576
E-mail: coopjoli@citenet.net



Membre
COOPSCO

L'humaniste combattant

Revue culturelle et politique indépendante, *L'humaniste combattant* est un organisme à but non lucratif qui a son siège social au Cégep régional de Lanaudière à Joliette.

L'organisme bénéficie d'une donation de monsieur Jean Gauthier, retraité de l'Organisation Mondiale de la Santé, et de monsieur Jean Cypihot, O.C.. La revue reçoit aussi une aide du Programme d'aide aux projets communautaires du Syndicat des enseignantes et enseignants du cégep de Joliette, ainsi que du Programme d'aide à l'action bénévole du Gouvernement du Québec.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

- Yves Champagne
- André Ferretti
- Robert Corriveau
- Paul-Émile Roy

RÉDACTION

Directeur : Alain Houle

Rédacteur en chef : Louis Cornellier

Secrétaire à la rédaction : André Baril

Adresse : *L'Humaniste combattant*,
20, rue Saint-Charles Sud, Casier postal 1097
Joliette, Québec J6E 4T1

Tél : 450-759-1661 poste 428 (Alain Houle)

Courriel : abaril@collanauud.qc.ca
louis.cornellier@parroinfo.net

Anciens numéros : via le site du département
de philosophie du cégep : www.collanauud.qc.ca

PRODUCTION

Infographie et impression : Kiwi Copie

Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Québec



Photo : Michel Pétrin

Page couverture : Sylvie Laliberté
L'outil n'est pas toujours un marteau

Œuvre vidéo présentée dans le cadre de
l'exposition *Culbutes-Oeuvre d'impertinence*,
au Musée d'art contemporain.

SOMMAIRE

- 4 **Petite lettre jubilaire au fils de charpentier**
Louis Cornellier
- 5 **Entretien avec Andrée Ferretti**
André Baril
- 7 **L'universel et le particulier : la nation**
Denis Collin
- 10 **Leçon de ténèbres : Anne Hébert (1916-2000)**
Bernard Pozier
- 11 **Hommage à Jacques Lavigne**
Marc Chabot
- 13 **Une hypocrisie moderne**
Michel Morin
- 15 **Les collections du CCA : Les chantiers de Phyllis Lambert**
Alain Houle
- 16 **Pour l'opéra**
Éric Cornellier
- 18 **Culbutes - oeuvre d'impertinence: Sisyphe artiste**
Alain Houle
- 20 **DEUX CONTRIBUTIONS AU DÉBAT NATIONAL**
Nationalisme affiché et nationalisme de placard
Pierre Joncas
- 22 **Les conditions gagnantes**
James Wilkins
- 23 **Entretien avec Henri Lamoureux**
André Baril
- 27 **Une foi pour le monde**
Louis Cornellier
- 28 **De l'athlète comme nouvelle idole**
Yvan Petitclerc
- 29 **Représentation : sur L'oratorio des visions de Royds Fuentes-Imbert**
Dominique Corneillier
- 30 **L'élégance théorique de la neige**
Dominique Corneillier
- 31 **Un barrage privé sur la Batiscan?**
Rencontre avec Jean Baril et Michel Tessier
- 33 **Lettre à Lise Payette**
André Baril

PETITE LETTRE JUBILAIRE AU FILS DE CHARPENTIER

Louis Cornellier

Tu le sais bien, toi qui as touché du bois, toi qui as expérimenté l'implacabilité du réel jusque dans ta chair meurtrie, tu le sais bien qu'il n'y aura pas d'oracle, que le matin des magiciens est une supercherie, que les excités du millénaire ont perdu le nord. Tu le sais bien, grand potasseur d'existences concrètes, que les miracles spectaculaires sonnent toujours faux, que les solutions à la misère humaine ne descendront pas du ciel.

Mais qui le dira aux suppliants, dérouterés par tant de douleurs, de cris, de larmes? Qui aura le courage d'aller dire à ceux que la vie punit sans raison qu'ils n'ont rien à attendre ici-bas d'une grâce divine opérant au-dessus de la tête des hommes et des femmes? Tous ceux-là pour qui le réel a le visage de la souffrance perpétuelle et de l'injustice, peut-on leur enlever, Seigneur, cet espoir de voir la manne céleste s'abattre sur eux?

« Tu viens dans la solitude.../ Mais chacun de nous est toujours plus seul,/ viens sans cesse, Seigneur!/ Tu viens en Fils de la paix.../ Nous ne savons pas ce qu'est la paix,/ viens sans cesse, Seigneur!/ Tu viens nous consoler.../ Nous sommes de plus en plus tristes,/ viens sans cesse, Seigneur! », écrivait le poète David Maria Turollo. Il avait raison, et pourtant...

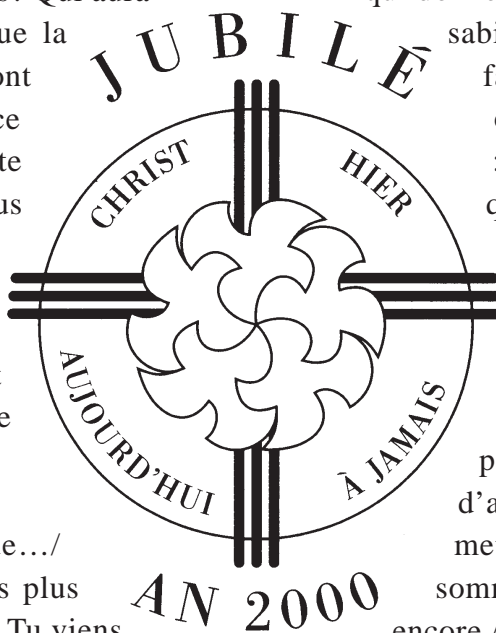
Et pourtant, il faudrait crier que notre liberté a pour corollaire obligé ta discrétion voire ton anonymat dans l'histoire. Il faudrait surtout faire comprendre aux satisfaits, aux paresseux et aux indifférents - ce sont les mêmes - que l'appel à

Dieu des éplorés leur est, d'une certaine manière, adressé. Malgré les chiffres ronds, il n'y aura pas d'oracle, non, et c'est très bien parce que l'inverse ferait de nous des irresponsables. Le père Rémi Parent l'a bien compris, lui qui écrivait récemment à ton sujet : « Il est sans visage, mais c'est afin que nous prenions notre responsabilité de lui donner un visage dans l'histoire. »

C'est cette liberté-là que nous devrions célébrer, la seule qui donne sens à ton message, la seule qui donne une valeur au beau mot de responsabilité. À l'heure des festivités, il faut souhaiter que tous entendent cette prière anonyme du 14^e siècle : « Christ n'a pas de mains, il n'a que nos mains/ pour faire son travail aujourd'hui./ Il n'a pas de pieds, il n'a que nos pieds,/ pour conduire les hommes sur son chemin./ Christ n'a pas de lèvres, il n'a que nos lèvres,/ pour parler de lui aux hommes./ Il n'a pas d'aide, il n'a que notre aide/ pour mettre les hommes à ses côtés./ Nous sommes la seule bible que le public lit encore./ Nous sommes le dernier message de Dieu,/ écrit en actes et en paroles... » (cité par Rémi Parent dans *Foi chrétienne et fierté humaine*, éd. Paulines, 1996)

Il n'y aura pas d'oracle, alors, mais peut-être un miracle : celui de nos visages ouverts et de nos mains tendues. Tu le sais bien, toi.

N.B. Sur le même sujet, mais traité un peu différemment, on pourra consulter, ailleurs dans ce numéro, ma critique du livre de Pierre de Lochet intitulée « Une foi pour le monde ».



ENTRETIEN AVEC ANDRÉE FERRETTI

André Baril

Cette femme a plusieurs vies, je vous le jure. Femme engagée à la cause indépendantiste dès la première heure, son nationalisme ne l'avait pas empêchée d'épouser en 1957 un Italien qui venait à peine de débarquer à Montréal. Au début des années soixante, elle a milité avec Hubert Aquin et Guy Sanche (alias Bobino) au R.I.N., où elle est élue à la vice-présidence en 1966, avec une très forte majorité des voix. Cette victoire lui valut quelques semaines plus tard les foudres de René Lévesque qui se préparait à fonder le M.S.A. et qui craignait avec raison son éventuelle opposition à une fusion sans condition de son parti avec la nouvelle formation. À son premier travail, dans une maison d'édition, son patron s'appelait Gaston Miron. Bientôt, elle allait organiser de grandes manifestations dans les rues de Montréal et côtoyer Gilles Maheu, Jean-Marc Pottle et Gérard Godin à la salle de rédaction de la revue *Parti pris*. En 1970, dans sa cellule de Parthenais, elle lit Kamouraska, cadeau envoyé par Michel Chartrand, de sa propre cellule. Après, elle assistera à tous les spectacles de Pauline Julien et admirera sa magnifique et exceptionnelle présence en scène. À quarante ans, elle fait des études en philosophie. Elle enseigne à l'École nationale de théâtre. Elle tient pendant plusieurs années la chronique des essais au *Devoir* et publie dans la page *Idées* de ce journal plusieurs articles remarquables qui ont donné lieu à des débats. Elle continue à militer à la base. Elle préfère les assemblées de cuisine à un poste de sous-ministre à la condition féminine que lui a proposé en 1978, une attachée politique de Lise Payette. En 1995 (elle a 60 ans), le résultat serré du référendum en défaveur du OUI lui a déchiré le cœur, de même que la prise en main en 1996 du PQ par Lucien Bouchard en qui elle n'a aucune confiance pour mener à bien le projet souverainiste. Pourtant, elle n'est pas amère tant l'écriture et ses petits-enfants lui procurent de joie et d'espoir. Du reste, il y a longtemps que sa générosité l'a immunisée contre la déprime. Elle se lève tôt, lit beaucoup, écrit sans cesse. Elle a un manuscrit à la poste et prépare un roman en intégrant la pensée de Spinoza. Andrée Ferretti a plusieurs vies et une

œuvre toujours en chantier. Août 1999, elle a bien voulu nous faire partager ses espoirs et ses inquiétudes à l'aube du 21^e siècle...

•••

- Madame Ferretti, commençons par le commencement : d'où tenez-vous cette ferveur indépendantiste?

C'était au début de la télévision. À ce moment-là, il y avait un seul poste qui diffusait douze heures par jours : six heures



1992 - Photo: Yves Alavo

en anglais et six heures en français. Mes deux jeunes sœurs et moi, nous faisons du porte à porte dans notre voisinage pour demander aux gens d'exiger un poste uniquement en français. J'avais seize ou dix-sept ans. Je mentirais en disant que j'étais consciente des enjeux, mais je sentais que au delà de la langue, était menacée notre manière à nous d'être. Je craignais les effets de cette intrusion culturelle en ce temps où nous étions si peu sûrs de notre identité, et par ailleurs si entièrement dominés et exploités par la classe dominante anglaise. Ce fut mon premier acte de militantisme, mais je n'étais pas encore indépendantiste.

- Il y a donc eu un autre déclencheur...

Je suis devenu indépendantiste un samedi matin, au cours d'histoire de monsieur Maurice Séguin. Je venais d'une famille illettrée. Je voulais m'instruire. Je me suis inscrite en tant qu'étudiante libre à l'Université de Montréal. Le samedi matin, Maurice Séguin nous expliquait notre histoire en disant : «Notre seule façon de nous en sortir serait de faire l'indépendance du Québec». Et il ajoutait immédiatement : «Mais c'est impossible». J'avais 20 ans. Pour moi, le mot «impossible», ça n'existait pas et ça n'existe d'ailleurs toujours pas.

- Puis, en 1963, vous avez entendu un discours de Pierre Bourgault...

Lui, il disait que c'était POSSIBLE! Et avec une éloquence qui rendait son propos irréfutable. Je suis devenue membre du R.I.N., le 8 mars 1963. Le soir même, avec Monique Renault, je distribuais le journal *L'indépendance* dans le quartier St-Henri. Et là, je suis entrée dans des familles canadiennes-françaises qui vivaient dans une extrême pauvreté, une pauvreté qu'aujourd'hui, avec toutes nos lois sociales, on peut difficilement imaginer. En revenant, nous avons traversé Westmount. Et là, éclatait l'extrême richesse, une richesse arrogante avec tous ses noms anglais. J'ai alors compris qu'il n'y aurait pas d'indépendance nationale possible si notre lutte politique n'était pas en même temps une lutte sociale...

- Et quand avez-vous pris la parole pour la première fois?

C'était au Monument national, j'avais été invitée par Hubert Aquin, alors président du R.I.N. pour la région de Montréal. J'étais dans un état de grande anxiété qui a viré à l'angoisse quand j'ai aperçu dans l'auditoire la journaliste Judith Jasmin. Je ne me suis jamais rappelé le contenu de mon discours, mais le lendemain matin, je lisais avec étonnement dans *Le Devoir* : «Andrée Ferretti, marxiste». Je vous jure que j'ai cru que c'était une maladie! Je n'avais encore jamais entendu parler de Marx.

J'avais sans doute exposé ma conception de la lutte pour l'indépendance du Québec, et les raisons pour la faire. J'avais sans doute affirmé que notre domination nationale était aussi bien une domination économique et sociale que politique et culturelle.

- Pourquoi la lutte nationale reste-t-elle, encore aujourd'hui, la lutte primordiale?

Nous sommes encore à une époque historique où la nation, l'État-nation est le cadre principal de l'organisation des peuples. Alors je considère que le mouvement féministe, le mouvement socialiste, que tous les mouvements qui veulent changer la société, mènent des luttes partielles vouées à l'échec lorsqu'ils ne les intègrent pas dans la lutte plus globale de la libération nationale. Dans notre monde, on ne peut se passer d'aucun des pouvoirs de législation de l'État national si l'on veut réellement agir sur la société. Dans un avenir plus ou moins lointain, ce sera peut-être différent, mais actuellement, aucun changement significatif de société n'est possible sans ce contrôle du pouvoir d'État. D'où pour moi, la primauté absolue de la lutte pour l'indépendance conçue comme lutte de libération nationale.

- C'est ce qui vous a opposé au RAP, le Rassemblement pour une Alternative Politique.

Après toutes les expériences (les échecs) qu'on a vécues depuis la fin des années '50, je trouve ridicule, d'une inintelligence absolue de la situation, que des militants, en 1997, en soient encore à dissocier notre lutte d'émancipation politique et notre lutte d'émancipation économique et sociale. Je ne comprends pas qu'ils ne comprennent pas que la lutte du peuple québécois pour son indépendance nationale est le seul fer de lance possible de toutes nos autres luttes, qu'elle peut seule réunir dans un même mouvement les citoyens de toutes conditions qui ont des besoins communs, et non seulement particuliers, de changements profonds de société.

- Et vous n'aimez pas non plus ce qui se passe au Parti québécois ni au gouvernement ...

Je regrette que le Parti québécois ait pris le pouvoir aux dernières élections.

Parce que sous le prétexte fallacieux qu'ils doivent gouverner pour tous les citoyens, monsieur Bouchard, ses ministres et députés soumettent les membres du parti à leurs propres visées, allant jusqu'à les faire renoncer à leurs objectifs fondamentaux, jusqu'à les faire reculer sur leurs principes. Dans l'opposition, on se serait d'abord débarrassé de Lucien Bouchard que sa vanité démesurée aurait amené à démissionner. Le Parti québécois aurait alors très probablement retrouvé sa raison d'être qui est de tenter de réaliser l'indépendance en mobilisant le peuple avec un programme social-démocrate. Je suis convaincue que la très grande majorité des membres de ce Parti veulent encore mener la vraie lutte pour laquelle il a été fondé. Ce n'est pas le Pérou, mais c'est mieux que ce qu'en fait Lucien Bouchard,

«... il est devenu clair pour la conscience contemporaine que, dans notre monde exposé au danger mortel de l'uniformisation, tout geste qui tend à bafouer une culture particulière porte atteinte à l'intégrité de l'humanité toute entière.»

**Andrée Ferretti,
Renaissance en Paganie,
éd. De l'Hexagone,
1987, p. 52**

infiniment mieux que les partis de Jean Charest et de Mario Dumont. Dans l'opposition, il aurait pu redevenir le parti de l'espoir pour la majorité des Québécois et des Québécoises, anciens et nouveaux, vieux et jeunes, syndiqués et chômeurs. Avec la preuve établie par plusieurs mandats de gouvernement de la vanité de la stratégie étapistes, le parti repris en mains par ses membres n'aurait pu que se radicaliser et peut-être ainsi devenir le lieu de gravitation des nombreux mouvements sociaux et communautaires qui, actuellement, mènent leur lutte chacun dans son petit coin, avec les pauvres résultats qu'on connaît, qui ne font reculer d'un seul millimètre ni la domination nationale ni l'exploitation sociale. Je trouve cela triste, très triste.

- Comme vous l'écriviez déjà en 1987 dans *Renaissance en Paganie*, notre civilisation court pourtant de graves dangers.

Il y a trois dangers. Le premier, c'est l'uniformisation, le rouleau-compresseur qui aplanit toutes les différences culturelles intellectuelles et traditionnelles, jusqu'aux manières de manger, de s'habiller, etc. Où que vous alliez, il y a Coca-cola.

- Le second?

Je crois que cette uniformisation menace les conditions de la création. Il n'y a pas de création possible en dehors de la différence. Tous les créateurs ont été des êtres qui, à l'intérieur d'une société donnée, se sont posés comme différence. Chacun rompait avec les traditions et valeurs particulières de sa culture, après s'en être profondément imprégnée et lui redonnait sous une forme nouvelle ce qu'il en avait retiré. Sans cette possibilité de démarcation et de réintégration de ce terreau particulier, toute différence n'est plus qu'individuelle et favorise plutôt l'imitation que la création. De plus, la création, dans tous les domaines de l'activité humaine, c'est toujours une réponse particulière à des problèmes particuliers. Avec l'uniformisation, tout sera partout également donné, sans possibilité de savoir d'où cela vient.

- Ce qui nous amène au troisième danger...

C'est l'anonymat. Dans la société industrielle, il y avait des bourgeoisies nationales, incarnées dans des institutions dirigés par des personnes identifiées qu'il était possible de combattre. Avec l'anonymat des détenteurs actuels du pouvoir, le sentiment d'impuissance de les atteindre s'accroît et le goût même de se battre se perd. C'est terrible et terrifiant.

- Pour continuer la lutte, quelle philosophie avez-vous adoptée?

Je crois que Spinoza sera le philosophe du 21^e siècle parce c'est celui qui base l'éthique (et non pas la morale) sur l'immanence, c'est-à-dire qu'il ne garantit pas le comportement humain par une transcendance à Dieu ou à un pouvoir

quelconque. Son critère d'évaluation n'est pas le Bien et le Mal, mais le bon et le mauvais. Lorsque les humains, dans leur évolution, en arriveront à établir des rapports d'intelligence plutôt que des rapports de forces, ils pourront juger de la valeur de ce qui est bon ou mauvais à la joie intérieure qu'ils éprouveront à agir, à penser, à entrer en relations. Je le dis après d'autres, le 21^e siècle sera éthique ou il ne sera pas. Dans ce monde où la domination s'exerce clandestinement, où le pouvoir est sans visage et pourtant omniprésent, contrôlant peuples et individus par ses moyens technologiques de communication, se posant en système transcendant toute l'activité humaine, il faut lutter sur le seul terrain qui nous reste, celui, immanent, de notre responsabilité individuelle et collective. Il faut trouver en soi ce qui est bon, ce qui est mauvais et assumer ses choix. Tous les philosophes l'ont écrit, et Spinoza mieux que tous les autres : il n'y a pas de liberté sans responsabilité.

«Savoir qu'il n'y a pas d'absolu, mais continuer à lutter sous le déferlement d'un désir immense et indomptable de perfection et rester tolérante. Savoir la vanité de l'aventure humaine, mais vouloir mieux que jamais changer la vie, en traquant le remédiable, plutôt l'inédit que l'indicible, le fugace et l'imprévu plutôt que l'impondérable, l'impensé plutôt que l'insaisissable et rester enthousiaste.»
(Andrée Ferretti, *La vie partisane, récits*, éd. De l'Hexagone, 1990, p. 94

- Les catégories culturelles seraient donc devenues des catégories politiques ?

En quelque sorte, oui! L'art est le sens ultime de l'aventure humaine. Par son originalité, par sa rupture avec les formes anciennes d'expression, l'œuvre de création (artistique, littéraire, philosophique, scientifique) donne à voir ce qui n'apparaît pas à l'évidence du regard aliéné par la reproduction généralisée des objets de pensée comme de consommation. D'où il est par essence subversif. Oui! je crois profondément que dans notre société contemporaine entièrement envahie par la technique, la culture est devenue l'enjeu principal des luttes humaines. Et voilà pourquoi, bien humblement mais passionnément, j'investis mon énergie et mon temps à essayer d'écrire de bons romans. ■

L'UNIVERSEL ET LE PARTICULIER : LA QUESTION DE LA NATION

Denis Collin

Extrait de *La fin du travail et la mondialisation*, L'Harmattan, 1997

N.D.L.R. : Tout récemment, nous avons découvert l'excellent livre de Denis Collin, *La fin du travail et la mondialisation*, (L'Harmattan, 1997). Dans un style vivant, l'auteur rappelle, en premier lieu, que le travail relève du règne des nécessités, mais non sans préciser qu'il est la plus sociale des activités nécessaires. A la suite d'une argumentation fracassante, le lecteur voit la thèse de la fin du travail s'effondrer comme un château de cartes. On est alors prêt à entendre la question politique : qui dirige le procès du travail ? En second lieu, Collin montre en quoi la mondialisation est la continuation du capitalisme, toujours en quête du «travail gratuit» et de plus en plus arrogant à l'égard des peuples et des nations. Avec l'aimable accord de l'auteur, nous publions ici un extrait de son livre qui porte justement sur l'avenir des nations à l'ère de la mondialisation. Une occasion d'apprécier l'analyse

critique déployée par ce professeur de philosophie du lycée Aristide Briand d'Evreux (pour en connaître davantage sur l'auteur et ses travaux en cours, nous vous suggérons de visiter son site web : <http://perso.wanadoo.fr/denis.collin>).

•••

La mondialisation est un universel uniformisant, un universel qui absorbe la particularité. C'est ainsi que la mondialisation est conçue comme l'extinction progressive des nations qui doivent être absorbées dans des ensembles plus vastes. Nous n'aurions de choix possible que celui de la manière dont les États-nations se dissoudront. On trouve cette idée non seulement chez les libéraux « pur sucre » mais elle est aussi défendue par de nombreux philosophes et essayistes qui comptent parmi les kantiens contemporains. Ainsi Alain Renaut proteste-t-il « contre la conviction selon laquelle la naissance d'entités « méta-nationales »

menacerait nécessairement d'effritement la conscience démocratique ». Il s'agit, pour lui de défendre un « universalisme maintenu », qu'il conçoit comme la seule alternative à la montée du communautarisme et du multiculturalisme. Cette universalisme maintenu « consiste, dans sa forme contemporaine, à soutenir que ce qui nous constitue comme hommes, c'est moins l'appartenance à une communauté distincte des autres communautés, fût-ce la communauté nationale, que notre irréductibilité à toute identité collective ou non, notre capacité à nous affranchir de tous les liens qui nous différencient pour nous retrouver dans une communauté qui n'en constitue plus exactement une, puisqu'elle ne s'oppose plus à d'autres communautés – à savoir la communauté de l'humanité comme telle. »¹ La philosophie néokantienne, représentée par Renaut, doit ici prendre ses distances avec le vieux maître. Kant, en effet, a construit cette idée de la « communauté de l'humanité comme telle » non comme un fait

empirique ou comme une proposition anthropologique, mais comme un concept rationnel, découlant de l'idée même de la liberté humaine. C'est pour la même raison que l'histoire kantienne doit être conçue « selon un plan de la nature qui vise à l'unification politique parfaite dans l'espèce humaine ». ² Cependant, si l'histoire doit être conçue au « point de vue cosmopolitique », Kant se prononce clairement contre la dissolution des États-nations dans des ensembles supranationaux. Le « projet de paix perpétuelle » de Kant rejette simultanément la paix fondée sur l'équilibre des puissances ³ (le vieux « concert des nations ») et la dissolution des États nationaux. Kant s'en prend assez violemment au « préjugé mercantile que les États peuvent s'épouser les uns les autres ». Un État est un tronc qui a ses propres racines, dit encore Kant, et ces racines tiennent en contrat social qui fonde la légitimité de l'État. C'est pourquoi « l'incorporer à un autre État comme une simple greffe, c'est le réduire de personne morale qu'il était à l'état d'une chose ; ce qui contredit l'idée du contrat social, sans lequel on ne saurait concevoir de droit sur un peuple. » ⁴

C'est pourquoi le cosmopolitisme kantien présuppose une pluralité d'États libres et non une chimérique fusion. Il n'est pas question cependant de renoncer à ordonner raisonnablement les relations internationales : les États ne peuvent véritablement être libres – d'une liberté raisonnable et non de cette liberté dérégulée des « sauvages » – que s'ils s'allient dans une fédération qui « ne tendrait à aucune domination sur les États, mais uniquement au maintien assuré de la liberté de chaque État particulier, qui participe à cette association, sans qu'ils aient besoin de s'assujettir à cet effet comme les hommes à l'état de nature, à la contrainte légale d'un pouvoir public. » ⁵ Autrement dit, Kant postule que le schéma contractualiste, censé légitimer la constitution d'un pouvoir légal auquel les citoyens doivent obéissance, ne doit pas être transposé strictement dans l'ordre international. Si, sans ordre juridique international, les États n'ont qu'une liberté dérégulée, semblable à la « liberté » animale de l'homme à l'état de nature, l'ordre juridique interétatique tel que le conçoit Kant n'implique pas la création d'un État supranational. Cette construc-

tion théorique, subtile, mais dont Kant affirme qu'elle peut être réalisée, suppose deux grandes catégories de conditions. La première, positive, est que les États participants à cette fédération construite en vue de la paix perpétuelle aient une constitution républicaine, c'est-à-dire représentative. La deuxième série de conditions est que le droit cosmopolitique se limite au droit des gens, c'est-à-dire aux « conditions de l'universelle hospitalité ».

La vertu principale des propositions de Kant tient à ce qu'elles permettent de penser pratiquement cette « dialectique »

Défendre la démocratie et la liberté des peuples suppose donc une défense de la forme nation, aussi désagréable que cela puisse sembler à ceux d'entre nous qui ont été éduqués dans l'esprit de « l'internationalisme prolétarien » ou d'une fraternité sans frontières. L'alternative, c'est renoncer à toute forme de vie publique accessible au plus grand nombre, c'est remplacer le gouvernement des hommes par l'administration des choses, c'est-à-dire réduire les hommes à l'état de choses et la liberté au choix de sa marque de céréales pour le petit déjeuner.

de l'universel et du particulier. La « mondialisation », dans l'idéologie contemporaine, suppose la disparition des particularités nationales et pose l'État-nation comme un archaïsme, « une valeur en voie de disparition » au même titre que le travail. Elle rêve d'une société cosmopolite, celle du village planétaire ou du « global village », où, comme sur le « WEB » toute frontière et toute distinction nationale sont abolies. Transparence et fusion : voilà les grandes vertus de l'homme mondialisé. Transparent, parce qu'il est un être de communication ;

fusionnel parce que son rapport à l'autre est toujours pensé sur le monde de l'abolition de toute séparation, de la négation de toute distance, comme dans le cyberspace. Cette utopie, à bien des égards effrayante, est évidemment inconsistante comme toutes les utopies ; on sait bien – les psychanalystes ont beaucoup de choses à nous dire à ce sujet – que les relations entre les individus ne peuvent jamais être construites durablement sur ces exigences absolues de transparence et de fusion ; la transparence et la fusion signifient la destruction du « soi » et se heurtent toujours, à un moment ou à un autre à la réaction violente et alors incontrôlée de défense vitale de l'individu. L'idée de l'abolition des différences entre peuples et entre nations procède de la même utopie.

Comment peut-on concilier théoriquement et pratiquement l'affirmation de l'universalité humaine en tant que rationnelle/raisonnable et la différenciation des organisations politiques et sociale ? Rousseau et Kant sont confrontés à cette même question. La réponse de Rousseau montre que sont dénuées de fondement les accusations qu'on n'a cessé de porter contre lui, selon lesquelles sa théorie politique conduirait à sombrer dans l'universel et dans un rationalisme désincarné et si propice à toutes les dérives dictatoriales. Fondé sur une volonté rationnelle, le contrat ne peut perdurer qu'avec la manifestation de cette volonté. Il n'est pas passé une fois pour toutes, il repose au contraire sur une réaffirmation permanente de sa validité. Cela supposerait donc des individus idéaux, gouvernés par leur raison – et encore, à condition que cette raison ne déraisonne pas. Rousseau est bien conscient du problème. C'est pourquoi l'amour de la loi, fondé en raison, doit recevoir le soutien du sentiment. Le contrat social trouve ainsi ses racines, non dans une réunion abstraite d'individus, mais dans la particularité d'un peuple. C'est pourquoi l'amour de la loi s'appuie sur l'amour de la patrie, condition de la solidité du contrat. En effet, « outre les maximes communes à tous, chaque Peuple renferme en lui quelque cause qui les ordonne d'une manière particulière et rend sa législation propre à lui seul. » ⁶ Ainsi, pour Rousseau, les règles rationnelles générales ne valent qu'au travers de traditions historiques singulières.

Les individus ne tiennent pas à la nation par on sait quel préjugé arriéré dont il faudrait se débarrasser. Dans la nation, il y a un processus d'identification qui permet de se reconnaître et, qu'on le veuille ou non, cette reconnaissance dans une identité présuppose la différence. Pour parler encore en termes hégéliens, il y a identité de l'identité et de la différence. De la même façon que l'individu se constitue comme personnalité autonome dans sa capacité à prendre conscience de la séparation entre ce qui est soi et ce qui ne l'est pas, dans l'intégration de cette limite si évidente et si énigmatique qu'est celle de notre enveloppe corporelle, de la même façon un espace politique où les individus affirment leur liberté ne peut se construire qu'en se délimitant. Pour les hommes, le monde n'est pas un espace à leur dimension, c'est le « sans limite », le démesuré, et l'indéterminé ; il ne peut donc être qu'un chaos dans lequel tout être s'abolit. Bien sûr, toutes les formes de la nation ne se valent pas ; la nation saisie de sa pathologie nationaliste est la destruction de la liberté dont elle devrait être la condition. Si on suit « le plan de la nature », on peut même supposer un ordre et un progrès dans les divers modes de constitution de la nation. La nation est d'abord le lieu de ceux qui ont quelque chose de commun par la naissance. On aura alors une nation ethnique ou un peuple enraciné dans ses conditions naturelles, comme le pensaient les romantiques allemands. Mais à la nation ethnique, on peut opposer la nation politique, fondée sur le contrat ou encore sur ce que Rousseau appelle « l'amour de la loi »⁷ qui est la forme la plus élevée de penser la vie sociale parce qu'elle se fonde sur la raison.

J'ai montré plus haut que les propositions sur l'affaiblissement inéluctable des États n'étaient le plus souvent que la couverture idéologique d'un changement de forme et de fonction des États, le remplacement d'un système politique qui n'existait qu'en se revendiquant de la souveraineté populaire par un système politique qui l'exclut. On me dira que la souveraineté populaire est une fiction, qu'elle n'est qu'une forme de domination parmi d'autres. Sans doute, d'un point de vue général, tous les États, y compris les plus démocratiques, sont-ils des organes de domination et, en tant que tels ils sup-

posent que la liberté dont jouissent les citoyens reste une liberté limitée, atrophiée, bien éloignée dans la pratique de l'idéal pensé par les philosophes de la grande époque du rationalisme politique. Mais il serait du dernier des gauchismes de considérer comme indifférent que la démocratie bafouée en fait soit aussi révoquée en droit. Le crime et toutes les formes plus bénignes de l'agressivité des hommes les uns envers les autres sont « éternels » ou, du moins, aussi durables que l'espèce humaine. Si on en croit Freud, cela ne fait absolument aucun doute. Faut-il pour autant accepter l'assassinat comme une manière légale et acceptable de vivre les relations sociales ? Poser la question de cette manière suffit amplement pour montrer l'absurdité manifeste de ce passage du fait au droit qu'on prétend nous faire accepter quand il s'agit renoncer à la souveraineté populaire au nom d'une « incontournable » mondialisation.

Défendre la démocratie et la liberté des peuples suppose donc une défense de la forme nation, aussi désagréable que cela puisse sembler à ceux d'entre nous qui ont été éduqués dans l'esprit de « l'internationalisme prolétarien » ou d'une fraternité sans frontières. L'alternative, c'est renoncer à toute forme de vie publique accessible au plus grand nombre, c'est remplacer le gouvernement des hommes par l'administration des choses, c'est-à-dire réduire les hommes à l'état de choses et la liberté au choix de sa marque de céréales pour le petit déjeuner. Je sais qu'on pourrait imaginer des formes intermédiaires, qu'on pourrait penser à un dépassement de la nation, à un stade post-national. Les nations ne sont sans doute pas éternelles : elles naissent, se développent et meurent ; mais le fait national lui-même me semble éternellement indissociable de la constitution de la société humaine comme société politique. Quand, pour la première fois, Aristote fonda les bases de la philosophie politique, il le fit en désignant la Cité comme l'espace même où la liberté pouvait se déployer ; or la Cité par définition est limitée. On peut imaginer la constitution future de quelque chose qui ressemblera à une nation européenne : encore que je tiens cette hypothèse pour peu probable. On peut imaginer que les organisations politiques soient liées non

par l'attachement à un territoire, à une langue ou à une tradition, mais par ce que Habermas⁸ nomme « patriotisme constitutionnel », mais il faut toujours pour faire fonctionner une démocratie savoir qui est « dedans » et qui est « dehors » : pour voter, on commence par tenir des listes électorales qui sont aussi des principes d'exclusion. ■

¹ Alain Renaut: La nation entre identité et différence, Revue « Philosophie politique » n°8, premier semestre 1997. Pages 135 et 130

² Kant: *Idée d'une histoire universelle au point de vue cosmopolitique*, 9e proposition.

³ « une paix générale qui durerait en vertu de ce qu'on appelle la balance des forces en Europe est une pure chimère, comme la maison de Swift qui avait été construite par un architecte en si parfait accord avec toutes les lois de l'équilibre qu'elle s'effondra aussitôt qu'un moineau vint s'y poser. N (Sur le lieu commun: il se peut que cela soit juste en théorie, mais en pratique cela ne vaut point, trad. Luc Ferry; Oeuvres tome 3, Gallimard, La Pléiade, page 299.

⁴ Kant: *Projet de paix perpétuelle*, Oeuvres tome 3, Pléiade, Gallimard, op. cit. page 335 5 ibid. page 348

⁶ Rousseau: *Contrat social*

⁷ «J'aurais voulu vivre et mourir libre, c'est-à-dire tellement soumis aux lois que ni moi ni personne n'en pût secouer l'honorable joug; ce joug salutaire et doux, que les têtes les plus fières portent d'autant plus docilement qu'elles sont faites pour n'en porter aucun autre. » (Dédicace du discours sur l'origine et les fondements de l'inégalité parmi les hommes)

⁸ Pour des raisons compréhensibles et fort louables, une partie importante de la gauche allemande a tenté de déconnecter la question de l'organisation politique de celle l'identité nationale; on connaît les positions de Gunther Grass, violemment hostile à la réunification allemande. Habermas, à sa manière, a tenté quelque chose allant dans ce sens. Mais la réalité historique de la nation a rattrapé la gauche allemande qui a été incapable de jouer un rôle politique sérieux lors de l'écroulement du mur de Berlin.

« LEÇON DE TÉNÈBRES » : ANNE HÉBERT (1916-2000)

Bernard Pozier

« *Tous les beaux visages du monde
En leur innocence première
Furent baignés de larmes* »

Née à Sainte-Catherine-de-Fossambault (maintenant Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier) en 1916, Anne Hébert a succombé à un cancer des os, à Montréal, en ce mois de janvier 2000.

Nous n'apercevons donc plus la jolie femme au rire cristallin et au sourire moqueur, apparemment partagée entre la hauteur et la noblesse, d'une part, et la réserve et la candeur, d'autre part. Sa beauté tranquille ne semblait pas vouloir laisser prise au temps ; pourtant celui-ci l'emporte déjà vers ailleurs ou nulle part. De cette destination, bien sûr, nous ne saurons rien, du moins avant que d'y aller nous-mêmes.

De ce qui a précédé, dans son cas, nous ne saurons guère davantage. Évidemment il s'agit d'une des plus grandes écrivaines de l'histoire de la littérature au Québec et au delà de ce territoire ; le passé, le présent et l'avenir sont là pour en témoigner. Cette romancière, poète et dramaturge compte parmi les plus boursées, les plus encensées, les plus primées, les plus admirées que l'on puisse imaginer. Pourtant, elle n'était pas un personnage public, ni une vedette ; à son propos, on ne saurait trop raconter d'anecdotes et, sur sa vie privée, on ne connaît que quelques vagues rumeurs. Il n'y aurait à peu près rien pour écrire une biographie, mais dans le champ littéraire, c'est presque plus valable : si on en sait bien peu, la place est grande ouverte à toutes les mythifications. Et puis, surtout, on peut se concentrer sur la seule chose qui compte vraiment, l'œuvre.

Par ses contradictions multiples, Anne Hébert, a su, de son vivant, consciemment ou non, se constituer en mythe ; c'est ce que l'on pourrait retenir de sa personnalité toujours

bifide : on la dit belle et on la voit rarement ; on la dit timide, mais elle est plutôt drôle et pourtant s'affiche sérieuse et grave ; elle est certes discrète, mais son charisme brûle l'espace ; on la voit douce et fragile, mais ses textes sont noirs et violents. Son œuvre multiforme, mais principalement romanesque et poétique, réussit à la fois à être littéraire et populaire, tandem plutôt rarissime. Sa poésie, à la fois si concrète et si abstraite, appartient, répète-t-on à cette génération de la solitude et de l'introspection, plutôt à cette sainte-trinité qu'elle forme dans nos études littéraires avec celles d'Alain Grandbois et de son énigma-

***Et dans les tourments
obscur et torrentueux
de l'âme humaine que
se plut à poétiser
Anne Hébert, toujours
émerge une étoile ou
une étincelle, comme
un quelconque espoir
malgré tout ; ainsi
à la toute fin du tout
dernier livre ...***

tique cousin Saint-Denys Garneau. Pourtant parfois, Anne Hébert se fait bien plus sociale qu'on ne se plaît à la voir, notamment dans ses deux derniers recueils.

Si Anne Hébert rédigea des textes radiophoniques pour Radio-Canada et si elle fut scénariste à l'Office national du Film, on connaît fort peu cette partie de son œuvre. Du côté du théâtre, les lecteurs avertis connaissent *Le Temps sauvage*, *La Cage* et *L'Île de la demoiselle* qui n'appartiennent pas vraiment aux classiques de notre dramaturgie.

Et si l'essai *Dialogue sur la traduction* (avec Frank Scott) est connu

des spécialistes, il n'a certes pas l'impact de l'unique recueil de nouvelles *Le Torrent* qui, lui, est bien représentatif de l'univers tourmenté que l'on retrouve dans la poésie et dans les romans, celui « Des femmes et des hommes / Dans la passion de vivre surpris ».

Anne Hébert a commencé à publier des poèmes dans des revues et journaux en 1939 et donnera son dernier recueil en 1997. Entre ces deux dates, *Les Songes en équilibre* (un titre qui ne saurait renier sa parenté avec Saint-Denys Garneau), *Le Tombeau des rois*, *Mystère de la parole*, *Le jour n'a d'égal que la nuit* et *Poèmes pour la main gauche* : quelques recueils forgeant toutefois une parole incontournable dans l'ensemble de la poésie francophone où « Son œil creux luit / Comme un puits / Dans les ténèbres » ! Quant à l'œuvre romanesque, elle compte nombre d'incontournables parmi les titres suivants : *Les Chambres de bois*, *Kamouraska*, *Les Enfants du Sabbat*, *Héloïse*, *Les Fous de Bassan*, *Le premier jardin*, *L'Enfant chargé de songes*, *Aurélien*, *Clara*, *Mademoiselle et le Lieutenant anglais*, *Est-ce que je te dérange ?* et *Un habit de lumière* ; et l'on pourrait dire à sa suite pour la continuité du monde « Soufflez-moi des mots transparents / Dans les temps cotonneux d'aujourd'hui ».

Et dans les tourments obscurs et torrentueux de l'âme humaine que se plut à poétiser Anne Hébert, toujours émerge une étoile ou une étincelle, comme un quelconque espoir malgré tout ; ainsi à la toute fin du tout dernier livre : « Quelqu'un de sacré. Que je ne connais pas encore, me prépare en secret, au milieu des vagues et des frissons gris, un habit de lumière pour quand je serai arrivé(e) parmi les morts. ». Heureux morts, pauvres mortels ! ■

HOMMAGE À JACQUES LAVIGNE (1919-1999)

Marc Chabot

*Tout est extérieur : rien n'est possédé*¹

Devenir philosophe. Vivre du désir d'exister comme penseur. Écrire. Publier. Avancer lentement dans le labyrinthe de la connaissance. Vouloir rencontrer son âme. Effleurer l'essentiel. Lire et relire les enseignements d'un Socrate nous invitant à la responsabilité. Faire fi des richesses et de la gloire. Douter et s'inquiéter.

Devenir philosophe. Discrètement. Lancer ses idées dans le monde. Dans le sien d'abord. Dans quelques revues aujourd'hui disparues. Maintenir son attention sur un objectif simple : la vie intellectuelle ne vaut que si l'on a le souci de quitter l'extériorité et l'imitation. Se posséder, c'est s'approcher de soi, de sa propre parole, d'une originalité. Toute pensée est unique lorsqu'elle cesse de vivre par la parole de l'autre. Venir au monde pour un philosophe, c'est toujours offrir son monde. Offrir le plus trouble de soi et parfois le plus simple de soi.

*Nous nous sommes universalisés. Nous sommes devenus personnels aussi. Notre pudeur s'est assoupie et nous utilisons, pour écrire, nos expériences intimes et locales ; nous sommes devenus charnels, complexes et lucides*².

Jacques Lavigne n'est peut-être pas devenu le philosophe qu'il aurait voulu être. Sa carrière universitaire fut interrompue au milieu des années 50 pour des raisons qui demeurent encore mystérieuses. *L'inquiétude humaine*³, cette œuvre majeure dans l'histoire de la philosophie québécoise, est parue chez Aubier en 1953, et il nous faudra attendre jusqu'en 1971 avant de lire un nouvel essai de Jacques Lavigne⁴. Dix-huit années séparent les deux œuvres, mais il n'en demeure pas moins que Jacques Lavigne aura pendant ce temps influencé et encouragé des centaines d'élèves à écrire, penser et publier. Hubert Aquin, Georges Leroux et Jean Larose en furent.

Un jour, le fait apparaît clair et limpide, le penseur comprend qu'il ne sera penseur qu'en se rencontrant, qu'en cessant de com-

menter, de répéter, de coller autour de sa maigre pensée les idées des autres. Ce travail de venir jusqu'à soi est probablement le plus affolant, le plus déstabilisant aussi. Après tout, qui en ce monde veut d'un nouveau philosophe ? Pourquoi devrait-on accueillir un nouveau penseur alors que nous n'en finissons jamais d'essayer de comprendre les anciens ? N'est-ce pas pure prétention de se présenter comme philosophe aujourd'hui ?

On devient poète en écrivant des poèmes. On devient romancier en écrivant des romans. L'œuvre apparaît lentement sur des feuilles blanches. Les autres poètes, les autres romanciers n'existent plus. Une parole, la propre parole du poète ou du romancier doit naître. Sans cela il n'y aura ni poème, ni roman.

L'inquiétude humaine de Jacques Lavigne est un texte fondateur comme l'était Refus global de Paul-Émile Borduas. Avec cet essai naît « la vie de l'esprit », une parole et une pensée.

En philosophie, la feuille blanche ne joue pas exactement le même rôle. Le philosophe naît rarement de l'effacement de la philosophie. Il cite, commente, paraphrase, critique et traîne avec lui toute son histoire. Immense fardeau. Poids terrible du passé et des idées. Le philosophe ne s'invente pas dans la légèreté⁵, d'où l'effort parfois surhumain pour s'échapper ou s'envoler.

Il suffit de penser à Nietzsche pour s'en rendre compte. Combien de crachats sur le monde et la pensée pour que Zarathoustra trouve sa niche dans le monde et les idées ? S'arracher au passé pour un philosophe est une entreprise complexe et probablement toujours quelque peu ratée.

Mais dès que nous commençons d'enseigner, de penser, d'écrire et d'être des intel-

*lectuels nous abandonnons notre âme. Et pourtant c'est par elle seulement que nous réussirons à nous donner une vie de l'esprit qui ne sera plus un artifice*⁶.

L'inquiétude humaine de Jacques Lavigne est un texte fondateur comme l'était *Refus global* de Paul-Émile Borduas. Avec cet essai naît « la vie de l'esprit », une parole et une pensée.

À la limite, nous pourrions écrire : peu importe même le contenu de l'œuvre, peu importe notre accord et notre désaccord sur ce qui est dit, dans cet essai, de l'être, du monde, de l'art, de la société, de Dieu, de la science ou de la métaphysique.

La philosophie ici devient possible parce qu'un intellectuel du nom de Jacques Lavigne a refusé « d'abandonner son âme » aux autres philosophies. Ce qui n'exclut pas des influences, mais dans *L'inquiétude humaine*, l'histoire de la philosophie est au service d'un philosophe et non le contraire.

Il y aurait d'ailleurs toute une réflexion à produire sur la question de l'inquiétude. Notre première œuvre philosophique a pour thème l'inquiétude.

*C'est en effet par l'inquiétude que nous sommes comme placés au-dessus du temps et du devenir et forcés d'en demander le sens. C'est le premier signe, dans le relatif et le temporel, de la présence en nous de l'éternité et de l'absolu*⁷.

Donc, prendre acte de cette inquiétude. D'abord pour soi, comme être particulier, comme humain parmi les humains. Du porteur d'eau au porteur de sens.

Homme inquiet issu d'un peuple inquiet. Rien n'est acquis. Jamais. Ni le peuple, ni l'homme. Ni les idées, ni l'âme. Homme inquiet dans son universalité même, dans son pouvoir d'accéder à cette universalité.

Nos maîtres et le pays ne peuvent prendre un tel risque. Ils ne peuvent point risquer d'entretenir une vie de discours et de paresse.

*Ils sont sûrs du pire médecin, du pire avocat, du pire épicier qui donneront au moins une pilule, une parole, un pot d'olives. Vous pouvez travailler toute votre vie et ne leur apporter que vos yeux usés et votre cœur malheureux. Il faut donc risquer seul la vie de votre âme...*⁸

Risquer son âme en 1953, c'était écrire un livre. La pilule est depuis longtemps digérée, la parole est morte et le pot d'olives est vendu. Mais il nous reste *L'inquiétude humaine*, une nourriture pour l'âme. Les mots risqués d'un philosophe dont nous sommes bien loin d'avoir saisi toute l'importance dans notre culture.

Une cinquantaine d'années nous séparent de l'essai de Jacques Lavigne, de cet essai complexe qui mettait la philosophie québécoise au monde.

Acte fondateur. Texte fondateur. Qu'est-ce à dire ? Quelque chose commence que nous ne pouvons plus arrêter : la philosophie en Amérique francophone.

Que nous ne le sachions pas, que nous ne voulions pas le savoir, c'est une autre histoire. Que Jacques Lavigne manque de lecteurs et de lectrices n'y change rien. L'œuvre est là. L'œuvre est datée. Elle finira bien par faire sens. ■

Beauport, août 1999

Repères biographiques

(tirés de l'ouvrage collectif dirigé par Jacques Beaudry, *Autour de Jacques Lavigne, philosophe. Histoire de la vie intellectuelle d'un philosophe québécois de 1935 à aujourd'hui*, Trois-Rivières, Éditions du Bien Public, 1985)

- 1919 : Naissance de Jacques Lavigne. Il étudiera au Collège Jean-de Brébeuf où, dès ses Belles Lettres, il s'intéresse à la philosophie.
- 1944 : Licence en philosophie à l'Université de Montréal.
- 1945 : Il enseigne la philosophie aux collèges Marguerite d'Youville, Brébeuf, Loyola et à l'Université de Montréal.
- 1948-1951 : Il a été directeur des publications au *Petit journal*.
- 1952 : Doctorat sur l'inquiétude humaine. Mention « summa cum laude ».
- 1953 : Professeur titulaire à la Faculté des sciences sociales. Il entreprend des recherches sur les rapports entre la psychanalyse et la philosophie. Parution de son essai *L'inquiétude humaine*.
- 1954 : Il obtient une bourse de la Fondation Rockefeller pour la préparation d'une étude, « La Figure du monde », présentée dans le cadre des symposiums de l'année jubilaire du Collège Brébeuf.
- 1956 : Un article dans *Le Devoir*, « Notre vie intellectuelle est-elle authentique ? ».
- 1959 : Il doit quitter l'Université de Montréal qui ne reconnaît pas la valeur de ses recherches, à partir des méthodes expérimentales de

la psychanalyse, sur le contenu symbolique du discours philosophique.

Il devient titulaire de Philosophie I au Collège Jean-de-Brébeuf et régent de tout l'enseignement philosophique de cette institution.

- 1961 : Il doit quitter le collège qui a adopté, face à ses recherches, la même conduite que l'université. Suivront quatre années de chômage forcé.
- 1965 : Il enseigne au Collège de Valleyfield.
- 1971 : Parution de *L'objectivité, ses conditions instinctuelles et affectives*.
- 1987 : Parution de *Philosophie et psychothérapie, essai de justification expérimentale de la validité et de la nécessité de l'activité philosophique*.
- 1999 : Mort de Jacques Lavigne.

¹ Jacques Lavigne, « Notre vie intellectuelle est-elle authentique ? » (1956), dans l'essai de Jacques Beaudry, *Autour de Jacques Lavigne, philosophe. Histoire de la vie intellectuelle d'un philosophe québécois de 1935 à aujourd'hui*, Trois-Rivières, Éditions du Bien Public, 1985, p. 95.

² Ibid., p. 99.

³ Paris, Aubier, Éditions Montaigne, 1953, 230 pages.

⁴ L'objectivité ses conditions instinctuelles et affectives, Montréal, Leméac, 1971, 256 pages.

⁵ Je ne veux pas laisser entendre que le poète ou le romancier s'invente dans la légèreté. 6 Jacques Lavigne, « Notre vie intellectuelle est-elle authentique ? » (1956), dans Beaudry, op. cit., p. 100.

⁷ *L'inquiétude humaine*, p. 25.

⁸ Jacques Lavigne, « À un jeune penseur: les exigences du métier de philosophe », dans Beaudry, op. Cit., p. 89.



**KIWI
COPIE**
L'IMPRESSION DU CENTRE-VILLE

370, BOUL. MANSEAU
(COIN STE-ANNE)
JOLIETTE (QUÉBEC) J6E 3E1
TÉL.: 450.752.2222
FAX: 450.755.4832

**GRAPHISME
IMPRIMERIE
PHOTOCOPIE**



UNE HYPOCRISIE MODERNE

Michel Morin

Extrait d'un ouvrage à paraître,
Créer un monde.

Comment nier qu'un vide se soit ouvert au cœur même de la civilisation comme en chacun, un sentiment de non-coïncidence avec ce qui est, ce qui se présente comme *déjà là*, légué par la tradition? Un bris dans la chaîne de transmission des valeurs, une interruption dans la continuité de la tradition. Comme si le passé n'était plus le passé... n'avait plus rien à nous livrer et que nous nous trouvions voués à recommencer... comme à zéro. Certes, on ne recommence jamais à zéro, le «comme» est ici essentiel : il indique que tout ce à quoi le passé nous donne accès nécessite d'être réévalué. La manière traditionnelle d'évaluer, la hiérarchie qu'elle constituait ne sauraient plus aller de soi dans un monde où ce n'est plus le groupe, le collectif, qui est premier, mais l'individu. Telle est la révolution la plus radicale à laquelle la culture nous prépare depuis au moins le 17^{ème} siècle, depuis le geste inaugural de Descartes qui osa se poser, affirmer l'autonomie de sa pensée par rapport à la tradition. Descartes pensait seul, par lui-même, c'est en lui-même plutôt que dans la tradition et les autorités (religieuse et philosophique) qu'il cherchait la source de la pensée et des idées qui lui venaient. S'il parvenait à Dieu, ce n'était plus par l'intermédiaire de la tradition et des autorités, mais immédiatement, de l'intérieur de lui-même. Peut-être faut-il y voir l'équivalent, sur le plan philosophique et dans le contexte de la culture française, du geste fondateur de la Réforme: s'en remettre à sa conscience plutôt qu'aux autorités, accéder à Dieu de l'intérieur de soi plutôt qu'en passant par les autorités. C'est là que prit naissance cette Révolution dans le rapport de l'évaluation à ce qui la fonde. Un pas plus avant que Descartes et la Réforme, nous ne savons même plus si Dieu existe, incapables que nous sommes de nous en remettre à une preuve dûment argumentée. Une confiance sans faille en la Raison le rendait encore possible à Descartes, la certitude qu'au cœur de la pensée, en son fondement, s'impose une Lumière qui ne laisse aucun doute. Cette confiance en la

Lumière qui s'impose, à son éclat, à son triomphe, fonde la certitude de Descartes. Cependant, l'effort de raisonnement et de démonstration auquel il se livre a aujourd'hui quelque chose de *forcé*. Derrière cet effort, l'acharnement à prouver, ne décèle-t-on pas aujourd'hui comme une compulsion... celle d'en finir avec, une fois pour toutes, l'hésitation, le doute? L'édifice paraît trop bien construit pour qu'on n'y soupçonne quelque lézarde, quelque précarité qui le menacerait à tout moment d'effondrement. Comment pourrais-je me sentir *assuré* de mon rapport à la pensée,

Dans quel monde vivons-nous en effet, sinon un monde dans lequel, d'une part, on exalte la Raison scientifique, c'est-à-dire la puissance de l'homme dans le domaine de la connaissance de la nature, et d'autre part, la nécessité de se conformer aux valeurs morales les plus traditionnelles dont le creuset indépassable serait la famille qui ne devrait jamais rester très loin de l'Église (quelle qu'elle soit)?

de ce que ce rapport à la pensée me mette hors de tout doute en relation avec une Lumière qui dissipe toute obscurité?

Bien sûr, Descartes prétendait, peut-être par prudence ou par ruse, tenir la morale à l'écart de sa mise en doute tout comme de sa découverte. C'est dans le pur domaine de la connaissance qu'il prétendait parvenir à la certitude, laissant bizarrement aux approximations de l'expérience et de la tradition le soin de nous guider dans l'existence. Prudence? Saine contradiction qui préserve le champ de la liberté, d'une certaine indétermination de l'expérience, tout en s'assurant d'un principe certain dans le domaine de la con-

naissance des choses extérieures? Difficile de répondre, sauf que, peu après, Spinoza, muni de la Lumière de la découverte cartésienne, n'hésitera pas à la faire resplendir dans le domaine de la conduite humaine, se désintéressant même totalement des problèmes de physique ou de mathématique. C'est dans le domaine éthique exclusivement que Spinoza fera jouer toutes les implications de la découverte cartésienne. Mais comment ne l'aurait-on pas fait? Si une Lumière peut ainsi s'imposer du fond de soi-même, comment n'en userait-on pas pour la conduite de sa vie et la réserverait-on à la connaissance de phénomènes qui nous restent extérieurs? Comment justifier au sein même de l'expérience de l'être connaissant une telle séparation entre la gouverne de son existence et la compréhension du monde dans lequel il vit? Comment serais-je lucide dans un domaine et cesserais-je de l'être dans un autre qui me touche encore de plus près? Certes, s'il me touche de plus près, la difficulté s'en trouve accrue, mais n'est-ce pas alors le caractère proprement subversif de la recherche *en soi-même* du fondement de la morale qui ressort, de ce qu'il y a de subversif surtout à affirmer que, chacun étant descendu en lui-même et ayant fait l'effort d'une réflexion rigoureuse, il pourra découvrir une *direction* qui, si elle n'est pas hors de tout doute, s'approche du moins du maximum de certitude qu'on puisse atteindre? Dès lors, posant tel geste, affirmant telle pensée ou telle parole, je pourrais être justifié de penser que je ne me trompe pas, que c'est bien là *ce qu'il faut* que je fasse ou dise.

Mais la terre a tremblé... depuis que nous savons que «Dieu est mort», selon la parole de Zarathoustra-Nietzsche. Toutefois, le savons-nous? Ou ne sommes-nous pas comme tous ceux-là sur la place publique qui n'entendent rien, se moquent de celui qui le leur crie, ou de ceux qui, tels Oreste et Électre, désormais sans père ni mère, appellent une autre loi? À ceux-là, qu'est-il proposé d'autre que la quête du bien-être dans l'ignorance absolue de toute autre exigence? Si l'individu, du cœur de ce qui le rend singulier,

peut découvrir une direction, en d'autres mots, une *raison*, comment pourrait-on exiger de lui qu'il se conforme à des valeurs morales, du simple fait qu'elles lui seraient léguées par la Tradition? S'il est constitutif de ce qu'on appelle la Modernité de mettre en question la Tradition comme Référence et Autorité en science, comment pourrait-elle continuer de l'être dans le domaine de la conduite de l'existence? Exaltant le pouvoir de connaissance de l'homme dans le domaine des sciences de la nature, au nom de quoi pourrait-on demander à la même personne à laquelle on s'adresse de se plier à l'autorité dans le domaine des moeurs et de son comportement? Nous voilà ici ramenés à la contradiction de la démarche cartésienne et obligés de constater que cette contradiction dessine étrangement la configuration du problème qui se pose à la civilisation occidentale, dans son état présent.

Dans quel monde vivons-nous en effet, sinon un monde dans lequel, d'une part, on exalte la Raison scientifique, c'est-à-dire la puissance de l'homme dans le domaine de la connaissance de la nature, et d'autre part, la nécessité de se conformer aux valeurs morales les plus traditionnelles dont le creuset indépassable serait la famille qui ne devrait jamais rester très loin de l'Église (quelle qu'elle soit)? Les mêmes (politiciens, hommes d'affaires, journalistes, etc.) qui se font les chantres du scientisme et de l'industrialisation à outrance, exaltent la famille, les valeurs dont elle serait porteuse et se réfèrent à la Tradition fondatrice de toute morale avec un trémolo dans la voix. Pourtant, le développement scientifique avec ses implications industrielle et technique, d'une part, affirme la puissance de l'intelligence et de la capacité de compréhension de l'homme, c'est-à-dire de l'individu qui cherche, expérimente et découvre des lois; d'autre part, contribue à dissoudre les communautés traditionnelles et à faire éclater les familles, en organisant le travail de telle sorte qu'il extraie l'individu de toute communauté d'appartenance. Dès lors, comment ceux-là mêmes qui se font les agents et promoteurs d'une telle entreprise peuvent-ils, du même souffle, comme c'est souvent le cas, promouvoir le respect des valeurs traditionnelles et défendre la famille comme creuset de ces valeurs? Bref, on est amené à cons-

tater que la prudence cartésienne avec la contradiction théorique et pratique qu'elle implique, conduit à une forme tout à fait particulière et moderne d'*hypocrisie*.

Cette dernière n'est donc plus à chercher comme autrefois dans la contradiction entre les valeurs héritées de la religion et celles réellement suivies par l'individu, mais plutôt dans la contradiction entre la valorisation de la Raison dans un champ et son exclusion dans un autre, étant entendu sans doute que le «libre examen» protestant a débouché non sur une véritable autonomie morale mais sur une nouvelle forme de conformisme. Cette nouvelle modalité d'hypocrisie repose en dernière instance sur le maintien de



«valeurs périmées», pour reprendre la formule de Heidegger, parallèlement à l'effort moderne de rationalisation et d'industrialisation. C'est ce que, pratiquement, veut dire la non-reconnaissance de la «mort de Dieu» à notre époque, ou, si l'on préfère, le règne du «comme si», bien illustré par ces «derniers hommes» évoqués par Nietzsche, qui «clignent de l'oeil», fatigués à la seule pensée d'avoir à évaluer par eux-mêmes. «Nous avons inventé le bonheur», disent-ils, c'est-à-dire la vie humaine enfin sans effort, avec pour tout horizon le bien-être, l'enrichissement collectif et l'assoupissement dans le loisir organisé. Certes, nous savons bien (au fond) que la vie humaine ne peut se vivre sans évaluer à chaque instant, sans estimer,

peser, juger le moindre geste, la moindre parole : l'homme, celui qui évalue, écrivait Nietzsche. Nous savons bien, en conséquence, qu'elle ne peut se vivre sans un «système de valeurs» ou de Référence. Hors la Référence, l'Étalon, comment juger? Si, cependant, notre étalon réel est à vrai dire inavouable (au regard de ce que «fut», de ce qu'est l'homme), ne préférons-nous pas nous faire croire ainsi qu'à «nos enfants» que nous évaluons «comme avant», que la Référence est restée la même, qu'il n'y a pas en conséquence discontinuité, encore moins rupture? Le «Père» régnerait encore et, avec lui, la Loi. Nous ne l'aurions jamais tué mais *continuerions* d'y croire. Mais comment «nos enfants» croiraient-ils ceux qui leur parlent ainsi, alors qu'ils les voient agir, les entendent parler et les observent chaque jour jugeant, estimant, évaluant? Que peuvent-ils retenir de ce qui *vaut* pour eux? L'incitation incessante à «réussir dans la vie», à se trouver «un bon travail», à «gagner de l'argent», à pouvoir «se payer» tel bien matériel, l'importance accordée au «paraître», de manière générale l'horizon du «bien-être» souvent appelé «bonheur» comme seul horizon, n'est-ce pas ce qui risque de s'imposer comme «valeurs»? Dès lors, comment ces «enfants» croiraient-ils à la Référence traditionnelle, idéale ou religieuse? Ne voient-ils pas tous les jours ce qu'est la *vraie* Référence? Comment ne seraient-ils pas amenés à penser que l'autre Référence n'est qu'une façade que l'on maintient pour ne pas avouer... le vide, ou, si l'on veut, la vraie Référence? Mais en quoi serait-elle donc inavouable sinon sans doute, comme nous le suggérons, en ce qu'elle serait en deçà de ce qui fit longtemps la dignité de l'homme... dans le passé : le rapport à un au-delà, l'obligation de l'effort, c'est-à-dire d'un certain «sacrifice» pour donner valeur à...; le refus exprimé par l'homme à travers religions, philosophies, morales de consentir à ce que son destin se réduise à reproduire l'existence, à se reproduire, fût-ce avec toujours plus de confort et de bien-être? «Effort», «sacrifice» doivent ici être entendus hors de toute connotation a priori religieuse, en leur sens propre. Comme «évaluer» implique élire, choisir, préférer, en vertu d'un «désir» ou d'une «tension vers...» autre chose, au-delà de soi, dans le sens d'un dépassement (de soi et de ce qui est déjà là, «donné»), comment cela n'im-

pliquerait-il pas de renoncer à ce qui est d'accès plus facile et paraît immédiatement plus plaisant? Chacun sent, s'il ne le sait pas d'un savoir théorique, que là se trouve la «grandeur» ou l'éminence de l'homme : l'être qui ne se satisfait pas de ce qui est «donné», qui se distingue de l'animal en ce qu'il est toujours porté au delà, ailleurs, vers un horizon qui se profile bien au-dessus de lui. Dès lors, comment avouer que l'on a, en pratique, renoncé à poursuivre un tel au-delà, qu'à force de démissions et de lâchetés accumulées, à la faveur de la «fatigue» ou d'un sourd désespoir, en a consenti à se satisfaire du bien-être comme «horizon» et à appeler cela «bonheur»? Aussi préfère-t-on faire «comme si» et continuer à se référer à l'échelle traditionnelle de valeurs, sans pourtant y croire.

Il y a tout avantage à nous dissimuler la réalité de notre situation morale, parce qu'autrement l'implication serait immé-

diante : si «Dieu est mort», nous sommes en panne et en mal de Référence, la vie humaine est menacée de ne plus avoir de sens. Aucun sens n'étant plus d'emblée garanti, il incombe à chacun, de l'intérieur de lui-même et par lui-même, de se mettre en quête d'une manière nouvelle de donner un sens à son existence en lui conférant une valeur aussi élevée qu'elle put l'être dans le passé. «Dieu est mort» implique une nécessité et une urgence, comme si, désormais, chacun se trouvait un peu dans la situation de Descartes au 17^{ème} siècle, voué à chercher en lui-même et par lui-même la source, la Lumière, la raison, mais sans se dissimuler que l'existence entière s'en trouvera saisie et non seulement sa part cognitive. Qui sait si, descendant au fond de soi, la Lumière de ce qui s'est appelé «Dieu» ne brillera pas à nouveau pour celui qui aura cherché honnêtement? Ne faut-il pas, paradoxalement, commencer par admettre la «mort de Dieu», c'est-à-dire d'une certaine manière

d'évaluer transmise par l'Histoire à des communautés organiques, pour devenir capable d'une redécouverte de «Dieu», entendu en un sens inédit? Si «Dieu» est, renonçant pour l'instant à tenter de définir ce que nous appellerions ainsi, pourquoi ne logerait-il pas au cœur de ce qui est, dans l'obscurité intime de l'être, plutôt que pré-ordonnant de l'extérieur et de loin l'être de ce qui est? Le Dieu qui domine et dirige s'adressait à des communautés. À partir du moment où apparaît l'individu, le sujet qui cherche et pense par lui-même, «Dieu» n'est plus transmis ni hérité, il n'est plus déjà là tel un garant de ce qui est et de ma propre existence, mais fait l'objet d'une découverte par chacun au cœur même du plus précaire et du plus singulier. Loin de supprimer cette précarité, il la rend plus sensible que jamais. C'est la finitude qui advient à elle-même et à son propre dépassement. La fragilité des choses et des êtres rendue à la pure merveille de leur apparaître. ■

LES COLLECTIONS DU CENTRE CANADIEN D'ARCHITECTURE : LES CHANTIERS DE PHYLLIS LAMBERT

Alain Houle

S'il se trouve un endroit à Montréal qui maintient vivante la tradition humaniste de la réflexion, de la découverte et de la mémoire du patrimoine bâti, c'est bien le Centre Canadien d'Architecture.

À une époque où certains affirment sans vergogne que le mécénat est une approche de la culture en voie de disparition, l'existence même du CCA en constitue un sérieux démenti. Fondé par Phyllis Lambert qui y a consacré temps et argent, le CCA figurait, dès son ouverture en 1989, au premier rang des établissements d'envergure internationale dévolus à l'étude, à la promotion de l'architecture et à ses rapports avec l'environnement.

Depuis plus de trente ans, l'idée d'un tel Centre faisait son chemin dans la tête de Madame Lambert. Elle s'affairait déjà à constituer, avec rigueur et passion, des collections de nature à doter son projet d'un fonds d'œuvres et d'objets divers. Celui-ci

comprend aujourd'hui plus de 500, 000 artefacts.

La présente exposition, **En chantier : les collections du CCA, 1989-1999** offre une sélection de 350 pièces parmi les acquisitions des dix dernières années: estampes, dessins, photos, livres rares, manuscrits, jouets et maquettes datant du XV^e siècle à nos jours, «qui démontrent comment l'architecture a été imaginée, conçue, observée et perçue de l'ère de Gutenberg à l'ère électronique.»

LE PROCHE ET LE LOINTAIN

Si l'architecture occidentale s'avère être le principal champ d'études exploré, les mondes lointains -Inde, Égypte, Mexique, Japon...- ne sont pourtant pas oubliés. Après tout, le philosophe Voltaire pouvait déjà affirmer au XVIII^e siècle : «Tout nous vient des bords du Gange.» Vision qu'allait confirmer, au XIX^e siècle, la

découverte du sanscrit, à la source des langues indo-européennes.

Or, le XIX^e siècle est aussi celui de l'industrialisation et de l'urbanisation massive. L'invention de la photographie va permettre la constitution de vastes répertoires de ce qui était appelé à disparaître au nom du progrès...

En plus, l'esprit de l'humanisme renaissant se trouve évoqué par la présence d'un ouvrage rarissime: un traité de Vitruve *De architectura*, datant de 1511 et relié aux études de géométrie d'Euclide et à un écrit de Dürer sur le même sujet.

Un certain nombre de documents exposés sont restés au stade de projet - parfois fort heureusement...- ainsi les plans de Charles de Wailly visant à transformer le Panthéon de Paris vers 1797 en remplaçant notamment le dôme par une pyramide. On voulait ainsi gommer l'origine religieuse

du bâtiment en rappelant la conquête française de l'Égypte.

L'HÉRITAGE DU XX^e SIÈCLE

L'héritage du XX^e siècle y est aussi particulièrement bien documenté. On y voit notamment un important corpus de documents sur l'avant-garde russe - le mouvement constructiviste - et la période stalinienne qui a suivi.

L'œuvre des principaux architectes y est présente, que l'on songe au Corbusier, à Frank Lloyd Wright et à Mies van der Rohe; Madame Lambert est présentement à concevoir une exposition sur l'œuvre de ce dernier en Amérique.

De même, on retrouve des travaux de Cedric Price, John Hejduk et Peter D. Eisenman, visionnaires et protagonistes d'un renouveau du discours et des pratiques architecturales.

L'ART ET L'ARCHITECTURE

Les rapports entre l'art et l'architecture offrent un champ d'études particulièrement riche. Plus connus comme sculpteurs, Laszlo Moholy-Nagy et Alexandre Rodtchenko comptent également au rang des premiers photographes modernistes à jeter un regard novateur sur le passé et le bâti architectural.

Ainsi, Moholy-Nagy photographie Notre-Dame de Paris avec le parti pris de démontrer la modernité de la structure gothique anticipant en quelque sorte la structure d'acier du gratte-ciel.

Le peintre Fernand Léger, concepteur de nombreuses murales et partisan d'un art intégré à l'architecture est représenté par un projet de villa conçu en collaboration avec l'architecte André Bruyère qui illustre bien sa vision d'une peinture à l'échelle du paysage.

LOCALEMENT...

Le Québec n'est pas en reste avec des documents d'architectes tels Ernest Cormier et Roger d'Astous. Ce dernier étudia notamment auprès de Lloyd Wright. Certains découvriront avec surprise la maquette d'un projet de l'architecte Van Ginkel pour la tenue d'une exposition universelle à Montréal datant de 1962. Conçu sous le thème initial de *L'Homme dans la ville*, le projet avait pour mérite de revitaliser le centre-ville et le secteur de Pointe Saint-Charles. Si *Terre des Hommes* fut le succès que l'on sait, on doit malheureusement constater qu'encore une fois, l'éphémère l'emporta sur le durable.

UN REGARD CRITIQUE

Plusieurs architectes et artistes ont jeté un regard critique sur l'environnement bâti, ce dont l'exposition **Chantiers** rend amplement compte. Parmi ceux-ci, la palme de l'audace revient à Gaetano Pesce qui en 1976 conçut un projet pour la bibliothèque du schah d'Iran; projet qui au moyen de métaphores visuelles dénonçait le caractère oppressif du régime.

Melvin Charney et son *Dictionnaire visuel* oppose l'idéal humaniste classique à la pratique fonctionnaliste courante. D'autres encore questionnent la notion de territoire et de propriété. Geoffrey James, dans la série de photos *Running Fence* se penche sur la zone frontière entre le Mexique et les États-Unis. Tadashi Kawamata et Gordon Matta-Clark explorent la notion de ruines. Enfin John Gossage photographie le Berlin d'après la chute du mur et fait voir l'apparition de nouvelles barrières...

On en conclura d'après l'exposé de ce qui précède que l'exposition du CCA constitue un vaste chantier propre à faire travailler la matière grise et l'imaginaire... ■

**CENTRE CANADIEN
D'ARCHITECTURE, JUSQU'AU
30 AVRIL.**

POUR L'OPÉRA

Eric Cornellier

L'Opéra mérite-t-il d'être hissé au rang des grandes formes artistiques qui, par leurs mérites intrinsèques, éclairent et guident la destinée humaine ? À cette vaste question, certains répondent oui avec un enthousiasme et une ferveur de prosélytes. D'autres, et ils sont nombreux, n'estiment guère ce genre musical. À leurs yeux, l'opéra n'est rien de plus qu'un divertissement mondain et pompeux appartenant à une époque révolue.

Les détracteurs de l'opéra ont en partie raison. Dans les milieux très *select* de l'art lyrique, le goût immodéré du luxe et de la distinction a trop souvent dénaturé et corrompu les œuvres les plus belles et les plus sincères. Mais, est-ce là une raison suffisante pour rejeter du revers de la main, sans un procès plus approfondi, une forme artis-

tique originale et irremplaçable ? Depuis quatre siècles, les plus grands compositeurs ont écrit des œuvres lyriques. Cet immense répertoire ne constitue-t-il pas une richesse inestimable ? Tant d'efforts déployés méritent, me semble-t-il, qu'on s'attarde quelque peu pour essayer de comprendre et d'évaluer la valeur de cet héritage.

Il faut cependant savoir que l'art savant – et l'opéra se range dans cette catégorie – ne devient accessible au profane que par le biais d'un médiateur. On ne peut emprunter seul les chemins qui mènent à l'appréciation et à la connaissance des formes artistiques supérieures. Car ce dont il s'agit, c'est, à proprement parler, d'une initiation. Or, l'essence même de toute connaissance initiatrice se situe au cœur d'une expérience

partagée ; autrui est un passage obligé.

En ce qui a trait à la découverte de l'opéra, le père basilien Owen Lee, professeur émérite du St. Michael's College de l'Université de Toronto, est très certainement un excellent médiateur et un initiateur remarquable. Pour s'en convaincre, il suffit de lire son magnifique ouvrage intitulé *Une saison à l'opéra* (Éditions Fides, 1999, traduit de l'anglais par Jean Chapdelaine Gagnon).

Dans *Une saison à l'opéra*, Owen Lee se propose d'approfondir «la compréhension de quelques-uns des événements marquants de l'évolution d'une splendide forme artistique, née de l'esprit d'Orphée» (p. 10). Pour ce faire, il a choisi d'analyser et de commenter, d'une façon personnelle, 23 œuvres

majeures du répertoire lyrique s'étalant sur près de quatre siècles de création. Les œuvres choisies sont représentatives de ce que pourrait être le programme d'une saison dans une maison d'opéra. C'est ce qui justifie le titre du livre.

Partant du principe qu'«à l'origine de chaque forme d'art du spectacle, se trouve un mythe», l'auteur en déduit que «le mythe à l'origine de l'opéra est sûrement celui d'Orphée» (p. 13). L'histoire tragique d'Orphée a été racontée par Virgile (*Les Géorgiques*) et Ovide (*Les Métamorphoses*).

Orphée, aède mythique originaire de Thrace, possédait un don merveilleux. Par la magie de son chant, il apprivoisait les fauves, ensorcelait les dieux et les mortels et réussissait même à émouvoir les êtres inanimés. Son épouse, la gracieuse nymphe Eurydice, fut mordue par un serpent et elle en mourut. Déchiré par la douleur insupportable d'avoir perdu sa bien-aimée, Orphée entreprit d'aller charmer les divinités infernales afin d'arracher son Eurydice au pouvoir des Enfers. Il obtint la permission de la ramener à la vie, mais les dieux infernaux lui firent promettre de ne pas la regarder avant d'avoir regagné la terre. Sur le point de franchir les portes des Enfers, craignant que son épouse se fût égarée, Orphée se retourna ; aussitôt, Eurydice s'enfonça pour toujours dans le royaume d'Hadès.

D'une manière fort convaincante, Owen Lee soutient que le mythe d'Orphée a joué un rôle primordial dans la naissance et l'évolution de l'opéra. Il distingue quatre étapes bien définies : «l'*Orfeo* (1480) du Politien a été le premier drame musical laïque européen ; l'*Euridice* (1600) de Peri, la plus ancienne expérimentation à l'opéra qui ait survécu ; l'*Orfeo* (1607) de Monteverdi, l'œuvre qui a introduit les plus importantes traditions dans l'écriture de l'opéra et, après un siècle et demi d'excès, l'*Orphée et Eurydice* (1762) de Gluck, celle qui amorça la réforme du genre et lui donna la forme qu'il a gardée depuis » (p. 25).

Si la partition de la première de ces quatre œuvres n'a pas survécu, il est aujourd'hui loisible d'entendre les trois suivantes. L'audition successive de ces trois œuvres phares est une formidable expérience pour quiconque se passionne pour l'évolution et la cristallisation des formes musicales propres à l'opéra.

À l'instar de l'ensemble des formes artistiques (je pense ici en particulier à la peinture et à la littérature), l'opéra a connu au 20^e siècle une remise en question radicale. Owen Lee rappelle que dans les années 1970, le compositeur allemand Hans Werner Henze «estimait l'opéra dépassé». De son côté, le brillant compositeur français Pierre Boulez «lançait un appel pour qu'on fit sauter tous les théâtres lyriques» (p. 303). Cependant, il n'en demeure pas moins que notre siècle a vu naître des œuvres d'une grande force expressive.

Selon Owen Lee, trois grandes tendances se sont dessinées au 20^e siècle : le dodécaphonisme, la tendance psychanalytique et la mise en valeur des grands courants intellectuels et littéraires contemporains. Les deux premières tendances

Dans les milieux très select de l'art lyrique, le goût immodéré du luxe et de la distinction a trop souvent dénaturé et corrompu les œuvres les plus belles et les plus sincères. Mais, est-ce là une raison suffisante pour rejeter du revers de la main, sans un procès plus approfondi, une forme artistique originale et irremplaçable ?

seraient, en quelque sorte, un prolongement logique des possibilités explorées par Wagner dans son illustre chef-d'œuvre, *Tristan und Isolde* (1865). Quant à la troisième tendance, l'auteur n'en retrace pas explicitement les origines, mais il ne serait certes pas inconvenant de supposer que les compositeurs du 20^e siècle ont ressenti, plus que jamais auparavant, le besoin de participer aux grandes interrogations contemporaines. Pour illustrer chacune de ces tendances, l'auteur suggère des œuvres.

Moses und Aron (1930) de Schönberg, *Lulu* (1937) et *Wozzeck* (1925) de Berg s'inscrivent dans la tendance dodécaphonique. Il est aujourd'hui admis que ces trois opéras demeureront des témoignages révélateurs des dérives morales et psychologiques qui

ont accablé l'homme du 20^e siècle. Toutefois, Owen Lee souligne avec justesse que «le dodécaphonisme de Berg et de Schönberg, cérébral, âpre [et] fastidieux pour l'oreille», n'a pas réussi à remplacer «les traditions musicales moins intellectualistes du passé» (p. 299).

La tendance psychanalytique a donné lieu à une étonnante production d'œuvres. Dans son livre, Owen Lee en énumère un grand nombre. Prenant le risque de passer sous silence des œuvres essentielles, je me permets d'en citer quelques-unes : *Le château de Barbe-Bleue* (1918) de Bartok, *L'ange de feu* (1955) de Prokofiev et *Peter Grimes* (1945) de Britten. Il ne faudrait pas non plus oublier *Ariadne auf Naxos* (1912) de Richard Strauss. Pour Owen Lee, cette œuvre, écrite sur un livret d'Hugo von Hofmannsthal, est «l'opéra le plus important et, de bien des points de vue, le meilleur de ce siècle» (p. 306).

Le rapprochement qui s'est opéré au 20^e siècle entre les compositeurs d'opéra et les écrivains a été à l'origine d'une abondante moisson. Sans qu'il s'agisse nécessairement d'une collaboration directe entre compositeurs et écrivains, la production lyrique a fortement subi l'influence des œuvres littéraires contemporaines. Owen Lee en fait la preuve en dressant «une liste des écrivains éminents et des opéras remarquables de ce siècle» (p. 302). En voici quelques exemples : Bernanos et Poulenc, *Le dialogue des carmélites* (1957) ; Brecht et Weill, *Mahagonny* (1930) ; Cocteau et Stravinsky, *Oedipus Rex* (1927) ; Colette et Ravel, *L'enfant et les sortilèges* (1925) ; Maeterlink et Debussy, *Pelléas et Mélisande* (1902) ; Wilde et Strauss, *Salomé* (1905) ; etc.

Depuis déjà quatre siècles, l'opéra a su émouvoir et enthousiasmer un nombre toujours croissant d'amateurs. Certes, cette forme artistique n'a pas toujours été à la hauteur des plus nobles espérances ; les vaines acrobaties vocales ont trop souvent rabaissé l'opéra au niveau d'un divertissement prétentieux et inutile. Néanmoins, ce serait une erreur de s'en tenir à cette triste constatation. Car le répertoire lyrique fourmille de chefs-d'œuvre qui, par la force expressive du théâtre marié au chant, éclairent le sens de la vie. ■

Une saison à l'opéra, Owen Lee, Éditions Fides, 1999, 343 pages.

CULBUTES - OEUVRE D'IMPERTINENCE : SISYPHE ARTISTE

Alain Houle

Le passage du millénaire fut l'objet de maintes appréhensions qui se révélèrent non fondées. Il n'en demeure pas moins que la chute du marxisme et le triomphe de la démocratie libérale soumise aux impératifs de l'économie de marché laissent présager un avenir où les luttes sociales prendront une nouvelle configuration.

Quelles sont les attitudes possibles que peuvent adopter les artistes face à la dernière donne? L'exposition **Culbutés - Œuvre d'impertinence** présentée au Musée d'art contemporain nous offre quelques 35 propositions émanant de 23 artistes québécois, canadiens et étrangers.

Par-delà la diversité des propos et des formes retenues, on retrouve une attitude commune à tous, soit l'humour qui se décline sous les modes du ludique, de l'ironie, voire du cynisme.

DE L'IRONIE

Comme on le sait, le concept d'ironie est aussi vieux que l'humanité puisqu'il se retrouve aux origines de la philosophie, tout particulièrement dans les débats opposant les sophistes à Socrate. Avec ce dernier, l'ironie interroge en dissimulant ce qu'elle sait pour prendre l'homme de la rue dans les filets du langage. L'ironie resurgit avec les Lumières, notamment chez Voltaire, pour être ensuite reprise par les romantiques allemands.

Dans le champ des arts visuels, l'ironie s'affiche comme l'une des figures marquantes de la modernité. Dada, Marcel Duchamp et les diverses avant-gardes qui se sont succédées se réclament de cet héritage corrosif. Tous partagent la conception adorniennne d'un art qui n'a pas comme fonction de réconcilier les contradictions mais bien de les faire accéder à la parole.

CULBUTES ET IMPERTINENCE

Pourquoi ce vocable de *Culbutés* coiffant l'exposition? Comme on le verra plus loin, la référence au mythe de Sisyphe illustrant le caractère absurde de la condition humaine semble quasi-omniprésente dans la plupart des œuvres exposées.

Mais en quoi ou par rapport à quoi ces œuvres seraient-elles *impertinentes*, l'impertinence étant «ce qui ne convient pas»? Les commissaires de l'exposition, Paulette Gagnon et Sandra Grant



Martin Kippenberger - Sans titre
Courtoisie : MAC

Marchand, considèrent que les pièces retenues relèveraient d'une approche «qui défie les codes esthétiques issus des avant-gardes et le plus souvent esquive les théories postmodernistes fondamentales de l'heure.» (*Catalogue*, p. 8) Les visiteurs se poseront-ils la question de la pertinence des œuvres? Quoi qu'il en soit, ce n'est pas le lieu pour discuter d'un tel problème. Penchons-nous plutôt sur ce qui se donne à voir : les œuvres.

LES ŒUVRES

L'humour prend une coloration

sociale chez certains dénonçant l'aliénation qu'entraînent les valeurs de la société de consommation. On peut inclure dans cette catégorie le mannequin surdimensionné de Charles Ray parodiant les canons stéréotypés de la mode, création qui accueille les visiteurs à l'entrée de l'exposition. Si les *Chiens de prairie high tech* d'Andrea Zittel - à l'intérieur desquels on peut pénétrer - possèdent un caractère ludique irrésistible, ils n'en dénoncent pas moins la prise en charge de l'individu par un environnement étouffant.

Il en va de même de l'installation gigantesque de Kim Adams, *Breughel-Bosch Bus*, conçue comme «une sorte de parc à thème sur le désastre de l'ère post-industrielle.» (*Cat.*, p. 24) Malgré la charge féroce, certains esprits cyniques s'exclameront : «Joyeux désastre!»

La pièce de Nina Saunders, une immense sphère blanche capitonnée qui s'inscrit dans une démarche dénonçant «l'aspect dysfonctionnel de l'environnement familial», me semble d'une efficacité douteuse si on ignore le projet de l'artiste en ce sens. Le visiteur non prévenu pourrait prendre l'œuvre pour une parodie de balle de golf relevant du Pop Art. À moins qu'il ne s'agisse de la version postmoderne du rocher de Sisyphe...

Par contre, l'installation de Félix Gonzalez-Torres, un tas de bonbons multicolores disposés dans un coin, prend tout son sens lorsqu'on apprend qu'il s'agit de l'évocation d'un ami mort du sida. Le poids total des bonbons, 79 kg, correspond à celui du défunt avant son dépérissement. Le visiteur est convié à prendre un bonbon et ce, jusqu'à disparition complète de l'œuvre. Troublant. Comme il est écrit : l'artiste «insuffle au vocabulaire formel hérité de l'art minimal et conceptuel une charge émotionnelle

étrangère au fondement même de ces idiomes plastiques.» (p. 37)

Martin Kippenberger a fait du lampadaire un objet emblématique de sa production, par allusion aux lanternes ornant la devanture des maisons closes. Le lampadaire ici présenté est curieusement recourbé vers le bas. La dimension cynique l'emporte et on sent rôder l'ombre de Diogène qui, muni d'une lanterne, en plein jour sur la place publique, disait chercher un homme. Nous sommes ici invités à chercher le sens...

L'imposante installation d'Ilya et Emilia Kabakov *We were in Kyoto* nous permet de vivre un «processus mental», une expérience quasi-onirique. Nous sommes amenés à circuler à l'intérieur d'une vaste structure en bois, comme si nous étions sur la passerelle d'un jardin zen. Soudain, un nuage de confettis s'abat sur nous, simulant une pluie de bourgeons de cerisiers.

Autre pièce d'envergure, l'immense assemblage de lits formant un mouvement spiralé de Robert Therrien nous induit à une vision onirique du réel. Le lit devient support matériel au ruban du rêve.

C'est dans une catégorie à part qu'il faut mettre l'installation du sculpteur Jean-Pierre Gauthier et du batteur Mirko Sabatini visant à considérer le son en tant que matériau sculptural. Une batterie, munie d'un dispositif de circuits électroniques, produit des séquences mélodiques

selon les déambulations du visiteur. Fascinant.

CÔTÉ PEINTURE

La peinture n'a pas la cote en art actuel, seul le travail de trois artistes a à voir avec ce médium. Et encore, la première pièce est une installation de Tony Oursler mais qui renouvelle avec ingéniosité le genre de la *vanitas*. On ne se lasse pas de contempler le jeu des ombres qui nous plonge dans une sombre méditation.

Dans sa peinture, Sylvain P. Cousineau se moque des mythes amoureux. Notamment son *Saint-Valentin (avec mille-pattes)* fera sourire les cœurs brisés. Quant à Santo de Luca, dans des tableaux très léchés, il amalgame parodie sur la matière et symbolisme religieux.

VIDÉOS

Par contre, l'exposition comprend une douzaine de productions vidéo. Dans la majorité des cas, il s'agit d'un scénario ou d'un récit plus ou moins complexe à l'intérieur duquel l'artiste performe afin d'illustrer le caractère absurde de l'existence et questionnant notre rapport à l'art.

Alors que pour Serge Comte, très pince-sans-rire, «l'art c'est du tralala», pour Philippe Parreno, l'art est conçu plus sérieusement «comme un espace de liberté (...) un espace qui n'est pas achevé» ; ce à quoi son comparse Pierre Joseph ajoute : une «zone du possible».

Alain Benoit dans *Le paysage tout*

terrain emprunte à la forme du carnaval pour illustrer la condition de l'artiste «pelleteur de nuages» et de son nuage-sculpture. Contrairement au caractère laconique de la plupart des œuvres, on a ici affaire à un artiste qui a beaucoup de choses à dire. Étourdissant.

Peter Land, Roman Signer et Rodney Graham démontrent chacun à leur façon le caractère répétitif de l'activité de Sisyphe-artiste : une histoire sans fin...

Manon Labrecque élabore également des propos allant dans ce sens. L'ironie qu'elle manifeste porte jusque sur son propre travail alors qu'elle se livre à une mise en abyme délirante de son exploration corporelle de l'espace. Désopilant.

Dans *L'outil n'est pas toujours un marteau*, Sylvie Laliberté se transforme candidement en fée des étoiles. Munie de sa baguette magique, elle tente de réinventer la vie, de refaire le monde. Ce qui n'est pas facile, conviendra-t-on avec elle, mais demeure, pour l'essentiel, le projet de l'art actuel... ■

**MUSÉE D'ART CONTEMPORAIN,
JUSQU'AU 23 AVRIL.**

ABONNEZ-VOUS
à

**L'HUMANISTE
COMBATTANT**

DEUX CONTRIBUTIONS AU DÉBAT NATIONAL

N.D.L.R. : Pierre Joncas, un ancien de *Cité libre*, réévalue la figure des peuples fondateurs en revisitant l'histoire. James Wilkins, militant indépendantiste de longue date, dénonce un PQ qu'il dit léthargique et invite à la mobilisation. Deux points de vue; des conclusions différentes. Les textes ne se répondent pas, ne vont pas dans le même sens, mais *L'humaniste combattant* n'a pas peur de la diversité. Fédéralisme critique ou indépendantisme militant?

NATIONALISME AFFICHÉ ET NATIONALISME DE PLACARD

Pierre Joncas

Dans «Le mythe du fédéralisme renouvelé est mort» (*Le Devoir*, 18 octobre 1999) où il se «propos[ait] de mettre en relief [...] le fait ignoré que les deux grands courants nationalistes [“ethno-culturel” et “civique”] du Canada sont nés au Québec», le professeur Max Nemni affirmait que «la victoire du nationalisme civique [...] qui a mené à l'égalité des citoyens, l'égalité des deux langues officielles, et le “French Power” à Ottawa a mis fin au mythe du “pacte entre deux peuples fondateurs” qui nourrissait la dynamique politique déclenchée en 1962 avec le slogan “Maître chez nous”».

Les docteurs de la loi ergoteront sans doute longtemps encore pour établir s'il y eut, ou non, un pacte entre deux peuples fondateurs en 1867. Les esprits moins épris de légalisme, mais renseignés sur l'Histoire, ont compris depuis longtemps que sans le concours de deux peuples, à l'origine minuscules, la fédération canadienne n'eût jamais vu le jour cette année-là. Ils savent qu'il y eut d'abord une communauté de quelque 60 000 âmes de souche française, enracinées pour la plupart dans la vallée du Saint-Laurent, que le *Traité de Paris* de 1763 cédait à la Couronne britannique; ils savent aussi que sans leur refus, la décennie suivante dans la guerre d'indépendance américaine, de se ranger aux côtés des treize colonies qui les y avaient conviées, la consolidation de l'emprise du Royaume-Uni sur la portion septentrionale de l'Amérique du Nord ne se fût jamais réalisée. Grâce à la fidélité de cet embryon de nation à la Couronne, représentée sur

place par Murray puis par Carleton, près de dix mille Loyalistes purent se réfugier dans la province de Québec (dont le territoire s'étendait alors jusqu'au lac Nipissing à l'ouest), trente mille autres trouvant asile dans la Nouvelle-Écosse et les provinces du Nouveau-Brunswick et du Cap-Breton. N'eût été de la loyauté de ces Canadiens, ainsi qu'ils s'appelaient, le continent au nord du Mexique serait devenu entièrement états-unien.

En 1791, le parlement britannique divisait en deux la province de Québec: le Haut-Canada à l'ouest, peuplé de Loyalistes, et le Bas-Canada à l'est, comptant quelque 140 000 Canadiens et 20 000 nouveaux venus, Loyalistes et immigrants du Royaume-Uni surtout. Au Bas-Canada furent maintenus la coutume de Paris et le régime seigneurial, tous deux hérités du régime français et officialisés en 1774 par l'*Acte de Québec*. L'*Acte constitutionnel* de 1791 dotait aussi chaque nouvelle province de sa propre législation.

Lorsqu'éclata la guerre de 1812, les Canadiens prouvèrent de nouveau leur fidélité: le gouverneur Prevost les rallia sans peine à la défense du territoire menacé. En recrutant des miliciens en grand nombre, et rapidement, ses officiers réunirent des bataillons qui se distinguèrent dans le feu de l'action. L'Assemblée législative, elle, s'empressa de voter les crédits nécessaires. Même réaction dans le Haut-Canada. L'évocation des exploits de Salaberry et de ses Voltigeurs à Châteauguay, et le rappel de l'héroïsme de Brock, fauché à

Queenston Heights, et de ses soldats, suffiront: si les uns ou les autres avaient failli à la tâche, le continent au nord du Mexique serait devenu, je le répète, entièrement états-unien.

Pacte ou non, donc, le Canada n'existerait pas aujourd'hui sans le concours de deux peuples, l'un formé de descendants de colons français débarqués sur les rives du Saint-Laurent à partir de 1608, l'autre de Loyalistes et d'immigrants des îles britanniques venus dans la seconde moitié du dix-huitième siècle. Si le pacte est un mythe, les peuples fondateurs, eux, ne le sont pas.

Dans son rapport de 1839, Lord Durham prit prétexte des troubles de 1837-38 dans les deux Canadas pour en recommander la fusion et l'assimilation de la *nation* (c'était son expression) canadienne-française dans «cette grande race qui, avant longtemps, doit dominer l'ensemble du continent américain.» Les conditions de l'union imposée par Londres étaient iniques: pour une population de 60 p.c. supérieure à celle du Haut-Canada, le Bas-Canada recevait le même nombre de fauteuils à l'Assemblée législative commune et devenait solidairement responsable de la dette de 1 200 000 £ de son voisin, alors que la sienne n'était que de 95 000 £.

Quand l'équilibre démographique fut renversé à la faveur d'une immigration intense en provenance surtout des îles britanniques, les élus Haut-Canadiens s'agitèrent pour obtenir la représentation proportionnelle refusée aux Bas-Canadiens en

1840. Pour sortir de l'impasse, ceux-ci consentirent à une fédération avec les provinces maritimes où le Canada-Uni serait divisé en deux provinces, l'Ontario et le Québec. On promit aux Canadiens français une «nouvelle nationalité» et on leur fit miroiter un pays où ils seraient partout chez eux.

En 1870, la loi créant le Manitoba le dotait d'un régime linguistique calqué sur celui établi au Québec par la *Loi constitutionnelle* de 1867. En 1890, toutefois, la législature manitobaine supprimait l'usage du français dans ses débats, dans la législation et devant les tribunaux. Le français devait disparaître aussi des écoles publiques mais, en 1897, il devint officiellement toléré, au même titre que l'allemand ou l'ukrainien, comme langue d'enseignement avec l'anglais dans les écoles dites bilingues. En 1916, cette tolérance fut abolie. En 1912 en Ontario, le Règlement 17 avait fait de l'anglais la seule langue d'enseignement après la troisième année, et limité l'étude du français à une heure par jour. La situation n'était pas plus encourageante dans les autres provinces anglaises. Au fil des ans il y eut de modestes adoucissements, mais rien de plus. Au Québec, en revanche, où en général les Canadiens français assuraient une main-d'œuvre bon marché à des employeurs de langue anglaise (la main-d'œuvre anglophone étant, dans l'ensemble, beaucoup mieux rémunérée), le statut de l'anglais à la législature, dans la législation et devant les tribunaux, ainsi qu'à tous les niveaux d'enseignement, est demeuré identique à celui du français et n'a jamais été sérieusement contesté avant la Révolution tranquille.

Faut-il s'étonner que tant de Canadiens français, sachant qu'ils ne pourraient s'établir ailleurs au pays qu'au prix de leur identité linguistique, et sentant leur avenir au Québec compromis par une puissante minorité de langue anglaise, aient choisi – certains à regret, d'autres sans états d'âme – un nationalisme leur promettant, *chez eux*, une dignité et une prospérité accrues? Et l'affichage de ce nationalisme, si «ethnique» soit-il, le rend-il plus répréhensible que celui de placard, tout «civique» puisse-t-il se prétendre, pratiqué discrètement mais efficacement dans les autres provinces au profit des seuls anglophones, toutes origines ethniques confondues?

Rien n'indique que le premier ministre Trudeau ait tenté d'exploiter le processus de rapatriement de 1981-1982 pour gagner les autres provinces à l'amendement, recommandé par la Commission Laurendeau-Dunton, de l'article 133 de la *Loi constitutionnelle*, amendement qui eût soumis l'Ontario et le Nouveau-Brunswick aux exigences linguistiques imposées au Québec depuis 1867 et les eût étendues, éventuellement, à toute province dont la population francophone atteindrait ou dépasserait 10 p.c., ou qui déciderait d'y adhérer. (Ceci dit,

Faut-il s'étonner que tant de Canadiens français, sachant qu'ils ne pourraient s'établir ailleurs au pays qu'au prix de leur identité linguistique, et sentant leur avenir au Québec compromis par une puissante minorité de langue anglaise, aient choisi – certains à regret, d'autres sans états d'âme – un nationalisme leur promettant, chez eux, une dignité et une prospérité accrues? Et l'affichage de ce nationalisme, si «ethnique» soit-il, le rend-il plus répréhensible que celui de placard, tout «civique» puisse-t-il se prétendre, pratiqué discrètement mais efficacement dans les autres provinces au profit des seuls anglophones, toutes origines ethniques confondues?

la *Loi reconnaissant l'égalité des deux communautés linguistiques officielles au Nouveau-Brunswick* fut adoptée en 1981, et l'essentiel de ses dispositions fut enchâssé dans la *Charte* canadienne en 1993.)

Le professeur Nemni fixe à l'élection provinciale de l'automne 1962 l'amorce de la dynamique politique du nationalisme militant au Québec. Il eût pu remonter au moins à la grève des réalisateurs de Radio-

Canada de l'hiver 1958-59. Jusqu'alors ceux-ci, de même que les journalistes et artistes œuvrant sous leur direction, étaient d'autant mieux disposés envers Ottawa que la société fédérale était la seule à pouvoir leur assurer un emploi: Maurice Duplessis était toujours en selle à Québec et, vu son mépris pour la culture et sa propension au patronage, il réservait le pingre mécénat de son gouvernement aux intellectuels et artistes susceptibles de lui rendre service. C'est dans ce contexte que les réalisateurs, désireux de se syndiquer, se butèrent au refus acharné des hautes instances de Radio-Canada et à la réticence du gouvernement à intervenir dans un conflit qui s'éternisait. Le soixante-sixième jour, le journaliste-vedette René Lévesque fit une sortie remarquée contre la direction de la Société, le premier ministre Diefenbaker, et les ministres directement concernés, MM. Nowlan et Starr: la gestion minable de la grève, par un gouvernement issu d'une stratégie électorale (conçue par Gordon Churchill) de renonciation éventuelle aux soixante-cinq sièges du Québec, avait éveillé un vif nationalisme dans les milieux influents des médias où, auparavant, il eût passé pour déplacé, voire absurde. Il ne faut donc pas chercher dans le slogan «Maître chez nous» l'amorce de la dynamique politique du nationalisme militant: elle avait été mise en marche à Ottawa par un gouvernement mal renseigné, mal conseillé, et indifférent.

Quant au *French Power*, porté au pouvoir à Ottawa avec la «victoire» du «nationalisme civique», il s'empressa de jeter aux orties l'idée des deux peuples fondateurs, pourtant clairement inscrite dans le mandat de la Commission royale sur le bilinguisme et le biculturalisme. Ironie révélatrice, c'est sa capitulation, le printemps de 1976, aux contrôleurs de l'air et pilotes de ligne unilingues anglophones, dont le chantage mettait en péril la sécurité du public voyageur, qui assura l'élection du premier gouvernement du Parti Québécois. Ce *French Power* tant vanté a récidivé et récidivera. Le gouvernement Bouchard se soucie donc bien inutilement de réunir les conditions gagnantes d'un référendum. Qu'il patiente et s'emploie à gouverner sagement: de gaffes en bourdes, de Plans B en occasions ratées, Ottawa, Alliance Québec et le Parti Égalité finiront ensemble par les lui présenter sur un plateau d'argent. ■

LES CONDITIONS GAGNANTES

James A. Wilkins

Les conditions gagnantes vous connaissez? Eux non plus! Pour le moment, elles se définissent comme un groupement de particules qui, par leur froideur excessive et une fois toutes réunies, permettent de patiner sur un terrain qui devient malheureusement de plus en plus abstrait. Ce terrain de plus en plus abstrait, c'est la souveraineté du Québec.

Quelle supercherie que ces sondages sur les résultats décroissants d'appuis à la souveraineté alors qu'on n'en parle même pas! Quelle insignifiance de leur accorder la moindre crédibilité.

Aucune actualisation argumentaire de l'objectif ultime. Aucun plan d'action et aucune stratégie sur le terrain des indécis et sur celui de l'ennemi objectif pour combler cette minuscule différence d'octobre 1995. Aucune volonté perceptible de reprendre le momentum. Le temps venu, nous aurons sans doute droit à une stratégie de dernière minute de popularité passagère, juste assez pour passer le cap du jour J. Comme si l'indépendance politique du peuple francophone d'Amérique ne méritait pas plus de profondeur, n'exigeait pas plus d'élévation dans le discours, de courage dans l'action.

La marche d'un peuple vers sa libération politique doit paraître évidente, afin que chaque individu se sente concerné. Elle doit s'inscrire dans une stratégie perceptible par le peuple, placée bien au-delà des impératifs immédiats du pouvoir et des partis.

Compter sur les Stéphane Dion, les Reed Scowen ou les Howard Galganov n'est pas suffisant. Compter sur les déconvenues des batailles fédérales-provinciales ne l'est plus depuis longtemps. Se fier sur le changement démographique pour rendre la victoire inévitable est débilitant, sinon débile. C'est par un leadership et des actions concrètes que le peuple se laissera convaincre. C'est en lui montrant constamment, dans chaque dossier, les barrières qui l'empêchent d'aller plus loin qu'il

comprendra la nécessité des changements. C'est en lui donnant le goût du succès et une confiance inébranlable en lui-même qu'il s'engagera.

Pour un peuple qui aspire à se gouverner pleinement, rien n'est moins rassurant que de voir la débandade administrative et financière d'Emploi-Québec. Après tant de batailles menées conjointement par tous les Partis du Québec pour rapatrier du fédéral une partie de sa juridiction en cette matière, voilà que celui actuellement au pouvoir réussit à en faire un fiasco! Pourtant, c'était là un dossier où les résultats devaient être concluants.

Tant que les citoyens n'auront pas la perception que nous sommes en mesure de gouverner efficacement à l'intérieur de nos propres champs de juridiction, il serait très naïf de penser qu'ils auront la confiance nécessaire pour faire le grand saut avec ferveur. Mieux que l'atteinte du déficit zéro, parce que plus fondamentale, faire naître cette confiance serait la véritable condition gagnante.

Un autre organisme gouvernemental avec qui le simple citoyen a parfois maille à partir est le Ministère du Revenu du Québec. Qualifié d'inhumain par ceux qui ont à le combattre et d'inaccessible par ceux qui ont à le contacter, on le confie sans remords à un avocat ou autre intellectuel bien intentionné au lieu d'en remettre les rênes à un fiscaliste chevronné qui ne se laissera pas "empissetter" par l'establishment bureaucrate en place. Il est notoire, depuis des décennies, dans le milieu des

affaires, qu'on aime mieux transiger avec Revenu Canada. Pourquoi ne pas enfin donner le coup de barre qui s'impose dans ce Ministère, probablement le plus présent dans la vie de tous les citoyens.

Et que dire du stagnant Ministère des Affaires Municipales, pauvre arbitre des politiciailleries et magouilles de clochers d'un territoire déjà trop morcelé par une multitudes de cantons, de villes et de villages et de toutes les administrations et conventions collectives s'y rattachant. À quand une politique de fusion beaucoup plus incitative pour enfin passer à autre chose. À quand un grand Montréal fort et compétitif avec les grandes villes du monde. Les Montréalais et les Québécois méritent mieux que le lancement de ballons politiques, après autant d'études et de discussions sur les problèmes structurels de leur métropole. On peut également se demander pourquoi la Société Immobilière du Québec ne réussit même pas à finaliser l'octroi des contrats à l'agrandissement de notre Palais des Congrès de Montréal?

Il y aurait enfin plusieurs autres constats à faire qui tous démontreraient que ce n'est pas la faute du fédéral si nos politiciens québécois sont incapables de porter leurs culottes devant les résistances normales face à des changements pressants et nécessaires. Tous conviennent que les coupures du fédéral ont déstabilisé notre marge de manœuvre, notamment en Santé et en Éducation. Il n'en demeure pas moins que beaucoup de nos problèmes relèvent d'un manque de saine gestion et non seulement de goussets vides.

Tant que les citoyens n'auront pas la perception que nous sommes en mesure de gouverner efficacement à l'intérieur de nos propres champs de juridiction, il serait très naïf de penser qu'ils auront la confiance nécessaire pour faire le grand saut avec ferveur. Mieux que l'atteinte du déficit zéro, parce que plus fondamentale, faire naître cette confiance

serait la véritable condition gagnante.

Mais qui nous propose aujourd'hui un grand projet collectif, de l'envergure de ceux qui nous ont fait relever l'échine, tels la création de Hydro-Québec, la tenue d'Expo 67, la construction des barrages de la Manicouagan et de la Baie James? Les déboires du stade de 1976 nous ont-ils traumatisés à ce point?

Pourquoi avoir attendu 51 ans pour penser à coller un hymne national à notre drapeau? Pourquoi avoir attendu aussi longtemps pour mettre au programme des cours obligatoires d'histoire du Québec au niveau secondaire? Pourquoi attendre les résultats positifs d'un prochain référendum pour se donner une Constitution à notre image et ne

pas soumettre immédiatement au peuple un projet constitutionnel dans l'éventualité d'un Québec souverain? La substance vous connaissez?

Pourquoi ne pas publiciser la création d'un fonds permanent en fiducie pour la promotion de l'indépendance nationale capable de ramasser les souscriptions, les dons successoraux et autres? Le Parti Québécois a-t-il peur de perdre son hégémonie sur la cause indépendantiste?

Quand nous voulons convaincre, il faut être nous-mêmes convaincus et être conséquents dans chacun de ses gestes. Le sentiment du citoyen face au pays à bâtir doit reposer sur des bases profondes et non sur des perceptions aussi

volatiles que les modes du temps. Comme le disait si bien Pierre Péladeau, la plus grande partie de la récession est dans la tête des gens. Pour ma part, je crois sincèrement qu'il en est de même pour la morosité évidente du mouvement indépendantiste. Dès que le peuple aura retrouvé confiance en lui-même et dans la capacité de ses institutions, il franchira enfin le pas nécessaire, celui qui manque pour pouvoir s'assumer pleinement. Pour l'amener à cette détermination, il faut que le discours et que les attitudes changent. Il faut l'audace de parler franc, d'agir en conséquence et de s'en donner les moyens. ■

Lac Brome, octobre 1999
pioneer.wilkins@sympatico.ca

ENTRETIEN AVEC HENRI LAMOUREUX

André Baril

Au sein de la société québécoise, Henri Lamoureux exprime un point de vue révolutionnaire. Il n'y a pas, chez lui, de paradis à restaurer ou à instaurer : il y a d'abord et avant tout un souci de dialogue avec ceux et celles qui partagent une certaine éthique de l'engagement social, une éthique qui a une visée politique, clairement dirigée contre la société de consommation et contre toutes les formes d'oppression. Mais le message de l'écrivain et du militant ne doit pas s'entendre comme un refus de la société; il nous lance au contraire un véritable défi : *«L'enjeu de l'engagement social, c'est de redonner sa place au citoyen, d'établir sa prééminence à titre de bâtisseur de société, d'affirmer sa souveraineté afin qu'il puisse assumer sa responsabilité.»* Autrement dit, nous ne sortirons du corporatisme qui mine notre collectivité et du cynisme qui consume nos individualités qu'en participant davantage aux nombreuses réalisations de la société civile québécoise.

- Aujourd'hui, tout le monde parle

de l'éthique : éthique de la santé, éthique procédurale, éthique du bien, etc. Vous parlez, Henri Lamoureux, de l'éthique de l'engagement.. D'abord, qu'entendez-vous par l'éthique?

En y référant constamment pour désigner des démarches douteuses, qui s'apparentent bien plus à des entreprises de légitimation *a posteriori* d'activités juridiques, politiques ou commerciales qu'à une démarche éthique, on contribue effectivement à une banalisation, à une trivialisation de l'éthique. Il ne faut pas oublier que l'éthique se qualifie par un questionnement radical, sans complaisance, sur la cohérence de l'agir humain. L'éthique se déploie dans le cadre du rapport dialectique valeurs-idéologies-normes. La démarche éthique est un questionnement. Elle est aussi un engagement. L'éthicien porte un jugement et il en assume la responsabilité. J'ajouterais qu'il doit s'engager personnellement et se sentir concerné par ce que lui révèle son analyse du réel. Enfin, contraire-

ment au moraliste qui sanctionne le bien et le mal, l'éthicien ne sanctionne rien a priori, il est un explorateur du sens. Je pense que l'éthicien doit être un libre-penseur.

Cela dit, il y a un certain nombre de valeurs auxquelles nous adhérons individuellement et collectivement. Ces valeurs, auxquelles tout le monde souscrit, forment la base de notre éthique collective. Ces valeurs: la justice, la liberté, l'équité, l'égalité, le respect de la personne, fondent les chartes dites des droits et libertés. L'éthique est donc une construction humaine et sa fonction essentielle est d'assurer la survie de l'espèce. Par exemple, pensons au respect de la vie : « Tu ne tueras point ». On retrouve cet impératif dans toutes les religions et chez tous les peuples. Si nous n'avions pas inventé le tabou du meurtre, nous aurions sans doute rejoint bien d'autres espèces dans la poubelle de l'histoire. Cela dit, le tabou du meurtre souffre de très nombreuses exceptions notamment le droit

de tuer à la guerre et l'imposition de la peine de mort. Ce qui m'amène à dire que nos valeurs ne pèseront jamais que le poids de leur normalisation, de leur actualisation. Tous les hommes croient à l'amour et pourtant ils sont nombreux ceux qui battent leur femme.... Tous les politiciens jurent la main sur le cœur qu'ils sont les plus grands défenseurs de la démocratie. Pourtant ne sommes-nous pas dirigés par des despotes qui manipulent l'opinion publique pour arriver à leurs fins ?

- Ce qui vous intéresse, c'est l'actualisation des valeurs...

Oui. Dans *Le citoyen responsable*, j'avais écrit que l'éthique est l'art de conjuguer les valeurs au quotidien. Ce qui m'intéresse, ce n'est pas tant la codification des valeurs que leur normalisation. C'est pourquoi en ce qui me concerne, le principal avatar de l'éthique, c'est nécessairement la responsabilité puisqu'à mon avis, l'éthique ne prend de sens que par son incarnation dans la pratique. Je parle d'incarnation, je pourrais aussi dire réincarnation puisque, à partir d'un corpus axiologique relativement stable, l'éthique se transforme continuellement. Nos valeurs se renormalisent, se réactualisent au fil des générations et au gré de l'apparition de nouveaux filtres idéologiques. Ainsi, au nom de la liberté, nous avons aboli l'esclavage. Il a fallu pour cela reconnaître l'égalité des êtres humains. Qui pourrait nier que la démocratie, vue à partir du socialisme, du néolibéralisme, de l'islamisme ou du fascisme, prendra une forme fort différente? En d'autres termes, nos valeurs de références prennent du sens en fonction de leur normalisation et cette normalisation s'effectue à partir d'une interprétation idéologique. C'est le danger de l'idéologie. Et c'est ce qui fait que Jean Charest, chef du parti libéral, n'a pas de l'organisation des soins de santé la même vision que Marie Pelchat, coordonnatrice de la coalition contre la privatisation.

- Et l'éthique de l'engagement?

L'engagement est une forme majeure de la responsabilité. C'est

l'action des gens qui, parce qu'ils ont développé un certain niveau de conscience, sont capables d'aller au delà de leur nombril. L'engagement des individus peut prendre différentes formes, toutes fort valables. Il y a celle de cette femme anonyme de soixante-dix huit ans qui, virage ambulatoire et désinstitutionnalisation oblige, s'occupe de son fils malade à la maison et aussi, en même temps, d'une voisine en centre d'hébergement atteinte de la maladie d'Alzheimer. Il y a l'engagement des militantes féministes qui organisent la Marche mondiale des femmes. Au Québec il y a des dizaines et des dizaines de milliers de nos concitoyennes et de nos concitoyens qui se dévouent de cette manière pour

«Tout être humain doit être traité comme une fin en soi. C'est le sens même de la dignité des personnes. C'est aussi ce qui rend si odieux et dangereux certains discours politiques qui établissent des degrés de dignité humaine associés, par exemple, au fait de détenir un emploi ou non.»
(Le citoyen responsable, VLB éditeur, 1996, p 66)

notre mieux-vivre collectif. Et cet engagement ne doit pas être confondu avec, par exemple, celui du carriériste politique ou de l'opportuniste dont l'engagement partisan est l'intrant d'une récompense attendue.

L'engagement dont je parle, c'est celui qui conduit à une expression de sens, nous fait sortir de cette espèce de schizophrénie éthique où d'un côté, l'individu, protégé par les chartes, réclame le respect de son droit, et de l'autre, ce fait évident qu'étant membre d'une communauté de citoyennes et de citoyens, nous avons non seulement la responsabilité d'exiger pour l'autre ce droit que nous réclamons pour nous-mêmes, mais aussi celle de nous assurer qu'il sera en mesure de le faire va-

loir. Je pense notamment au droit à la justice dont sont privées tant de personnes qui n'ont pas les moyens de se payer un avocat, ou au droit à l'égalité en matière de soins de santé qui est bafoué par l'établissement systématique et sournois d'un système à deux vitesses sous l'oeil très pharisien de la ministre et des ses technocrates.

- Au sujet de cette cohérence, vous dénoncez farouchement notre manière de vivre comme si nous étions dans une société d'abondance, alors que nous vivons dans un monde de rareté.

Ce n'est qu'une simple question de bon sens. On vit sur une petite planète. On est un certain nombre à en partager les ressources, à peu près 6 milliards aujourd'hui, 12 milliards dans cinquante ans. Plus on consomme de fer ou de pétrole, moins il en reste. Nous vivons donc dans un monde de rareté. Or, si l'on continue à vivre selon la logique productiviste, tout le monde va vouloir vivre comme les Américains, les Québécois et les Canadiens; ce qui est impossible puisque notre mode de vie est tributaire de l'exploitation du grand nombre par une minorité dont nous faisons partie. Chaque Terrien ne peut posséder une auto, un bungalow, un chalet dans l'nord, une motoneige, et ainsi de suite. On en arrive à une lutte pour l'utilisation des ressources. L'échec de l'OMC, en plus d'être celui d'une structure aussi antidémocratique que le Vatican, est largement relié à cette incapacité de partager correctement les ressources. Il nous faut donc envisager un changement radical dans le sens d'une nouvelle économie de l'utilisation des ressources naturelles en fonction d'une élévation de la qualité de la vie de la majorité présentement exploitée. Tout cela dans une perspective de développement durable. Gros contrat !

- En sommes-nous encore capables?

Sauf face à la mort, nous pouvons tout. Nous pouvons arriver, par un effort de conscience, à un certain renoncement. Au sens moderne, le renoncement n'est pas une renoncia-

tion. Il ne s'agit pas de se transformer en ascètes ou de développer une frugalité coupable. Je dois dire que je ne suis pas un adepte du renoncement au plaisir, bien au contraire. Et certaines des « œuvres de Satan », comme les curés disaient quand j'étais petit, me semblent aujourd'hui plutôt agréables. Il ne s'agit pas de renoncer au plaisir de vivre et à la qualité de la vie, mais d'être capable de se détacher de certains biens parfaitement inutiles dont la fonction essentielle relève, entres autres, de l'économie des signes. En Amérique et en Europe, la propriété des objets est la mesure de notre identité. Un enfant qui ne possède pas la bonne marque de souliers de course est marginalisé. Un avocat qui conduit une « minoune » est sûrement un mauvais avocat. Le cellulaire est devenu un greffon du cerveau et un emmerdement universel. Et pourtant... Les parents qui ne vont pas en voyage ou conservent leur vieille bagnole afin d'aider leurs enfants à poursuivre leurs études, c'est du renoncement. Ces personnes qui s'adonnent à la simplicité volontaire renoncent volontairement à un mode de vie aliénant et oppressif au profit d'une qualité de vie plus réelle. Et il doit bien y avoir d'autres loisirs que les deux bières du 5 à 7 de notre bar favori. Qui a raison, celle ou celui qui se plaint continuellement de travailler 70-80 heures par semaine pour faire plus d'argent ou avoir l'illusion d'être important; ou celui qui décide de passer plus de temps avec sa conjointe et ses enfants quitte à aller moins souvent au restaurant. Pour ma part, quand je suis en train de pêcher la truite par un bel avant-midi de mai dans le torrent qui déboule de la montagne en face de chez-moi, je ne me sens pas plus important qu'un autre, mais heureux de vivre et de dialoguer avec mon environnement naturel. Je ne changerais pas de place avec qui que ce soit.

Si le renoncement individuel est une chose facile à comprendre quand on constate le comportement de beaucoup de parents envers leurs enfants, il devrait être tout aussi facile de saisir la nature de nos obligations de peuple envers les autres peuples. Au Québec, par exemple, nous possédons de l'eau

potable en quantité, or il y a des gens qui n'ont pas d'eau. Faudrait-il leur en vendre? Doit-on flaire la bonne affaire? L'eau est, avec l'air, un bien absolument essentiel à la vie. N'en déplaie au pharmacien et homme d'affaires Coutu, ce serait à mon avis inacceptable, ce serait de l'exploitation. Voilà un jugement éthique. L'idée de renoncement, il faut aussi l'actualiser dans nos rapports entre sociétés, car je pense qu'elle est essentielle non seulement à la paix mais aussi, pour la survie de l'espèce.

- Un autre problème de notre société est l'apparition d'une «industrie de la misère». Comment expliquez-vous ce phénomène?

**«A mon avis, le débat sur l'appauvrissement ne peut se résumer au credo productiviste du salut par l'emploi et à celui du droit acquis à une consommation débridée; il doit impérativement remettre en question notre mode de consommation»
(Les dérives de la démocratie, VLB éditeur, 1999, p. 45)**

Dans l'ensemble de la société, il y a eu un glissement clientéliste. On a cessé de considérer la personne comme un être global et complexe pour ne voir qu'un problème particulier : handicapé visuel, malade mental, victime d'une maladie particulière, femme battue, héroïnomane, sidéen, membre d'un groupe social dit « à risque » ou opprimé. Je note que le traitement de ce que l'on nomme d'ailleurs ces « clientèles » particulières se fait de plus en plus selon une logique de marché : ce que j'appelle le marché des problèmes sociaux ou, le marché de la misère humaine. Dans cette perspective, les problèmes qui sont causés par l'action humaine, par exemple, le tabagisme, la violence envers les femmes, la

pauvreté, plutôt qu'être abordés sous l'angle du changement structurel ou comportemental, le sont sous celui de la gestion. Tout se passe comme si on admettait le caractère inéluctable de ces problèmes et notre impuissance à les juguler. Cette impuissance est désolante. Comme si on se disait : « cessons de croire qu'il est possible de changer le monde ; ce monde est fini, nous sommes arrivés au terme de l'histoire ». Et elle l'est d'autant que trop souvent elle n'exprime dans le fond qu'une lecture économiste des problèmes sociaux. Au pire, elle témoignera de cette faiblesse de la conscience qui nous fait voir dans l'inacceptable, voire dans l'insupportable, une occasion de créer des jobs et de faire des bénéfices. C'est de l'économie « hard core ». On crée un service, on va chercher de l'argent et l'on gère le problème en question, sans égard aux autres dimensions de la personne. Sans égard à ses causes. On ne s'adresse plus à des personnes, mais à des clients. Les groupes communautaires autonomes sont, comme le mouvement syndical et d'autres mouvements sociaux, pris au piège de ce clientélisme qui se confond avec la perspective corporatiste.

- Comment contrer cela, quelle valeur devrions-nous adopter?

La valeur fondamentale, pour moi, c'est l'égalité des personnes. L'égalité des personnes signifie que tu ne réclames rien pour toi qui ne doit aussi s'appliquer aux autres. Dans nos rapports humains, cela veut dire que l'on reconnaît à l'autre une sagesse équivalente à la sienne. Cela signifie que la douleur ressentie par une personne pauvre est aussi dure à supporter que celle ressentie par un riche. Cette notion d'équivalence est centrale, car elle fonde le principe essentiel à la démocratie selon lequel « ce qui est inégal en fait doit le devenir en droit ». L'Autre incarne le reflet le plus juste de que l'on est soi-même. Et puis, le rapport à l'autre, c'est quelque chose de transcendant. L'égalité des personnes est un absolu. C'est un *a priori* pour qui veut créer les conditions d'une véritable réciprocité : chacun prend l'engagement de contribuer à la

réalisation de l'autre.

Il y a plein de Québécois et Québécoises qui font de la coopération internationale sur ce principe. Quand ils reviennent du Burkina Faso ou de la Bolivie, il nous disent qu'ils ont rencontré des gens fantastiques, des gens intéressants; ils parlent ainsi des gens qu'ils ont connus comme de leurs égaux. Je trouve cela extraordinaire. Et il y en a aussi qui font de la coopération nationale et qui découvrent que les personnes vivant en milieux populaires peuvent aussi être des gens absolument remarquables.

- Allons maintenant sur la scène politique. Il y a beaucoup de morosité, on semble vivre une certaine désaffection au sein des groupes progressistes...

Il y a eu, dans les années antérieures, une peine d'amour entre le PQ et le mouvement syndical et communautaire. Il y a eu les coupures et des reniements. En déchirant des ententes et en diminuant les salaires, le gouvernement péquiste se retournait contre ceux et celles qui forment la base même de ce parti aux prétentions social-démocrates. En plus, il y a eu les deux défaites référendaires. Certains militants ont tourné le dos à la population en se disant : «vous n'avez pas voulu de notre projet social, alors on retire nos marrons du feu». Cela dit, malgré la morosité et un certain corporatisme, la conscience sociale est toujours présente dans la société civile québécoise. Je pense qu'au delà de nos rôlements et de nos ras-le-bol, nous sommes capables de faire la part des choses. Quoique parfois, je me mets à douter quand j'entends des personnes lier leur appui à la souveraineté à une réponse de l'État favorable à leurs revendications. Ce corporatisme là est un poison vif et il faut nous en méfier. Cependant, il me semble que, de façon générale, la société civile québécoise

est l'expression majeure de notre vie démocratique. Elle est aussi le lieu par excellence d'affirmation de notre spécificité à titre de peuple.

- C'est-à-dire?

La société civile québécoise, qui prend la forme de multiples mouvements sociaux, structurés notamment dans le mouvement syndical, le mouvement coopératif, le mouvement des femmes, et une constellation d'orga-



Photo: Josée Lambert

nismes communautaires autonomes, a développé un véritable rapport de souveraineté-association avec ses équivalents dans le monde, plus particulièrement avec la société civile canadienne. Les groupes agissent de manière autonome, souveraine. La plus belle illustration, et le journaliste Michel Vastel en parlait récemment comme s'il venait de découvrir le monde, c'est la marche mondiale organisée par la Fédération des femmes du Québec.

Cette marche réunira plus de 150 pays, plus 3000 organisations à travers le monde. Quand la Fédération des femmes du Québec a discuté du projet avec le mouvement canadien des femmes, ce fut sur une base souveraine. Et le mouvement canadien des femmes à reconnu l'autorité de la FFQ sur l'organisation de cet important événement puisque c'est cette organisation qui en a eu l'idée. Contrairement à l'ineffable Sheila Copps, les féministes canadiennes n'ont pas exigé des féministes québécoises qu'elles s'étampent un unifolié dans le front pour avoir droit au respect. Entre groupes, syndicats ou associations, la différence culturelle Québec-Canada-Nations autochtones est acceptée, comme on le voit également dans le rapport de collaboration entre l'Union des écrivains du Québec et le Writer's Union du Canada.. Tout cela pour dire que les différents groupes sociaux vivent une souveraineté par rapport à leurs pendants canadiens, mais développent avec eux des rapports de complicité lorsque les intérêts communs sont en jeu.

- Ce modèle a-t-il des incidences politiques?

Je suis toujours étonné de voir que nos politiciens ne parlent pas de ce qui se passe dans la société civile, des échanges qui ont lieu entre les groupes sociaux à travers le Canada. Selon moi, on ne peut pas penser à un modèle de souveraineté dans l'absolu. Or il y a une intelligence civile qui a pris acte de la différence culturelle. Alors

pourquoi ne pas transposer ce modèle sur le plan politique? Si j'avais à expliquer mon indépendantisme, c'est à partir de ce modèle de la société civile que je le ferais. Des sociétés qui vivent harmonieusement leur différence et qui traduisent cette harmonie dans leurs institutions politiques. Il me semble que cela n'est pas très compliqué quand on n'a pas d'autres intérêts à défendre que le bien commun. Et j'entrevois de la même manière des rapports fructueux et égali-

UNE FOI POUR LE MONDE

Louis Cornellier

Critique sévère de l'Église-Institution et de ses positions bétonnées surtout en matière de morale sexuelle, le prêtre belge Pierre de Locht nous livre, avec *La foi décantée* (Desclée de Brouwer, 1998), une réflexion saisissante, à la fois forte et accessible, qui aborde de front la troublante question de l'incarnation du message évangélique dans le monde. Présentées sous la forme du témoignage argumenté, les positions de Pierre de Locht s'inscrivent dans la mouvance moderniste de la réflexion théologique actuelle. La transcendance y conserve tous ses droits et ses grandeurs, mais elle se pense désormais à partir d'une subjectivité assumée et revendiquant son entière autonomie.

Affirmant se livrer à un « profond décapage » de sa foi ancienne, plus institutionnelle et conforme à une normativité externe, ce théologien moraliste, ainsi qu'il tient à se présenter lui-même, en vient à prôner « une foi personnalisée », intégrant le doute en son sein, et enfin dégagée de ses relais magiques déresponsabilisants : « Si Dieu parle, c'est à travers mes semblables, dans une interpellation très incarnée qui me situe davantage dans le relatif, le relationnel, et dès lors dans la liberté responsable. Il ne faut pas quitter le quotidien, s'isoler quelque peu pour entendre les appels d'En Haut; il faut au contraire s'y plonger davantage, s'incarner dans toute l'épaisseur de la condition humaine. »

Inévitablement, ce processus de décantation entraîne « une démythification progressive du rôle de l'autorité religieuse » puisque celle-ci, souvent plus attachée à défendre la pureté doctrinale d'un Credo officiel qu'à stimuler une adhésion plus intime à une foi subjective mais véritable, n'arrive plus à satisfaire une authentique quête de Dieu.

Non conformiste, courageux, résolument tourné vers les seuls éclats de la transcendance accessibles à notre conscience, c'est-à-dire les autres qui vivent avec nous, Pierre de Locht admet que l'athéisme l'habite « comme une question vitale », plaide en faveur d'un dialogue ouvert avec les tenants d'autres approches, chrétiennes ou non, et il prend le pari de faire sien l'exigence moderne par excellence affirmant que « tout part de nous ». Adhère-t-il alors au relativisme? Non, mais

à une conception relationnelle de la transcendance saisie et incarnée dans l'ouverture aux autres plutôt que donnée et à recevoir par l'entremise d'un Esprit invoqué : « C'est l'humain en quête de Dieu qui nous interpelle. Nous ne savons pas qui est Dieu. Mais nous savons ce que peut être « l'homme » en recherche de sens et de transcendance. Dans cette perspective, le mode de vie et le message de Jésus de Nazareth constituent un ferment extraordinaire. »

La transition moderne - à laquelle la foi chrétienne n'échappe pas -, qui entraîne le passage de la soumission aux règles établies vers

La transition moderne - à laquelle la foi chrétienne n'échappe pas -, qui entraîne le passage de la soumission aux règles établies vers un ordre moral qui nécessite une cohérence interne de la subjectivité, ne délégitime pas les institutions, mais elle relativise leur omnipotence normative. L'imposition ex cathedra, désormais, prend des allures de diktats irrecevables; ce sera le dialogue, qui n'est pas la compromission, ou le discrédit.

un ordre moral qui nécessite une cohérence interne de la subjectivité, ne délégitime pas les institutions, mais elle relativise leur omnipotence normative. L'imposition ex cathedra, désormais, prend des allures de diktats irrecevables; ce sera le dialogue, qui n'est pas la compromission, ou le discrédit.

Afin d'illustrer les défis lancés à l'Église par un tel état de fait, Pierre de Locht aborde les questions de la sexualité et de la fidélité en guise d'exemples. Au sujet de la première, il souligne que l'heure est venue de réfléchir à son sens intrinsèque, à ses significations vitales, au-delà des interdits historiques qui ont

tenu lieu, affirme-t-il en exagérant un peu, de seul discours chrétien officiel en cette matière. La procréation ne résume pas tout, étant entendu que « la sexualité est foncièrement marquée par la recherche d'un face-à-face tendant à l'égalité dans la différence ».

En ce qui a trait à la fidélité, de Locht y reconnaît une exigence capitale (qui touche à plus que la seule dimension conjugale), mais il en propose une définition élargie que lui inspire son souci de la réalité vécue : « Être fidèle, c'est continuer à avoir foi dans l'autre, quoi qu'il arrive. Fidélité qui peut conduire à reconnaître que le vivre ensemble est devenu impossible, mutuellement destructeur. »

Ensuite, dans des chapitres francs qui reconnaissent leur part d'incertitude, le théologien se fait très critique à l'égard de l'Église-Institution qu'il accuse de travailler à l'élimination des interprétations plurielles. Du même élan, il remet en cause la « distinction tranchée entre clercs et laïcs, affirmant même que « les cadres de l'Église officielle ne sont pas le relais obligé entre Dieu et nous », et l'exigence du célibat des ministres de l'Église, sans fondement dans la Bible, écrit-il, et cause de bien des dérèglements du fait de son caractère obligé.

Polémique sans gratuité, porté par une sincérité de tous les instants, *La foi décantée* ébranle par sa justesse de ton et sa capacité à aller à l'essentiel sans détour. Vibrant appel lancé en faveur d'une inculturation réelle de la foi catholique au monde moderne, témoignage de confiance livré aux chrétiens chercheurs de sens de la base, cet essai, qui transforme l'inquiétude en tremplin pour la vie engagée dans le monde concret en quête de transcendance, nous convie à une marche vers la dignité : « Devenir libre, ce n'est pas rejeter ce qu'on m'a imposé; c'est, à travers un tri personnel, agir de moins en moins parce qu'on me l'a inculqué, parce qu'il faut, mais parce que je le perçois comme valable. » Nous sommes notre propre pays de mission. Ensemble. ■

La foi décantée

Pierre de Locht

Éd. Desclée de Brouwer

1998, 194 pages

DE L'ATHLÈTE COMME NOUVELLE IDOLE

Yvan Peticlerc

Le Super Bowl est sans contredit l'un des événements les plus populaires des États-Unis. Malgré une popularité croissante du basketball, et un regain d'intérêt marqué pour le baseball lors de la dernière saison, le football demeure encore le sport préféré des Américains. Quant au Super Bowl, il n'a cessé depuis sa première édition de gagner en popularité. La raison en est en partie que, contrairement au hockey, au tennis, ou au baseball, le public du Super Bowl regroupe un très grand nombre d'individus n'étant ni des mordus ni même des connaisseurs. Moi le premier. Bref un peu tout le monde regarde le Super Bowl, mais pour une foule de raisons différentes. Il faut dans ce cas parler d'un évènement au «cross culture appeal» par excellence. On regardera, tantôt par partisanerie acharnée, tantôt de façon plus ou moins désintéressée, tantôt avec l'oeil avisé du spécialiste de marketing attentif aux moindres nouvelles tendances. Car parler du Super Bowl, c'est aussi parler de la rampe de lancement par excellence pour les publicitaires et/ou leurs nouveaux produits. C'est là que Michael Jackson y a fait ses débuts pour Pepsi dans le passé. Idem pour les premières manifestations les plus remarquées du désormais célèbre clown Ronald McDonald's. Mais c'est aussi pour cette année une compagnie qui a accepté de payer 2,5 millions de dollars pour 30 secondes de pub.

Pratiquement au tout début du Super Bowl, le célèbre entraîneur Vince Lombardi s'insurgeait de ce que la société semblait n'en avoir que pour les perdants et les gens sans aucune confiance en eux. Les États-Unis étaient alors en pleine guerre du Vietnam. Devant cette situation, Lombardi appelait au retour des gagnants, à la bonne vieille célébration de la loi du plus fort. Ces propos trouvèrent un écho immédiat dans de larges parties de la population. L'engouement pour le football et, par extension, son

point culminant le Super Bowl, venait de trouver son premier élan.

Il y a quelques années encore, le désintérêt envers le football était quasi unanime parmi les «intellectuels» d'ici et d'ailleurs. Certes, Marguerite Duras s'était essayé à l'éloge du football (version ballon rond) lors d'un bref entretien, mais le tout n'eut pas vraiment de suite.

Pratiquement au tout début du Super Bowl, le célèbre entraîneur Vince Lombardi s'insurgeait de ce que la société semblait n'en avoir que pour les perdants et les gens sans aucune confiance en eux. Les États-Unis étaient alors en pleine guerre du Vietnam. Devant cette situation, Lombardi appelait au retour des gagnants, à la bonne vieille célébration de la loi du plus fort.

Aujourd'hui, le football trouve au contraire auprès de la plus célèbre intellectuelle américaine du moment, Camille Paglia, son plus ardent défenseur. De l'équipe comme véhicule de la tradition du «male bounding» datant des plus lointains rituels de chasse de la préhistoire, jusqu'aux notions d'auto-sacrifice et de subordination comme fondements de certaines des plus grandes avancées de l'histoire humaine. Le tout assorti d'une pointe à l'endroit de certaines journalistes sportives, puérilement incommodées à la vue de gars un peu trop bandés dans les vestiaires..

Il faut dire que si le sport présente un bon potentiel de «cross over

appeal», ses principales vedettes ont toujours incarné pour leur part l'image du «cross over...sex appeal»! Déjà il y a quelques années, durant le règne des Bears de Chicago, la discothèque Palladium de Manhattan avait organisé un immense party en l'honneur de son quart arrière vedette Jim McMahon. C'était au moment où Andy Warhol affirmait : «Les athlètes vont devenir les nouvelles stars médiatiques- plus intelligents et plus beaux que les vedettes de cinéma, plus populaires encore que les vedettes de rock». Certains jours, c'est à se demander si nous n'en sommes pas exactement là.

Car il y a bien plus que le simple engouement saisonnier lors de la période précédent le Super Bowl. L'obsession de l'athlète s'est étendue à toutes les sphères d'activités sportives.

Les Michael Jordan, Sammy Sosa, Mark McGwire ou Pavel Bure semblent atteindre des sommets d'admiration et de reconnaissance inégalés. Non seulement sont-ils adulés de la part des gens, mais ils se prêtent de plus avec une aisance grandissante au jeu du *sex appeal*.

Évidemment, quand on sait qu'être athlète professionnel aujourd'hui ça veut souvent dire être jeune, grand, bâti et riche, pas difficile de comprendre leur succès auprès des poupones.

Le journal *La Presse* «deshabille» le gardien du Canadien José Théodore, des joueurs de la Ligue Nationale de Football posent pour des calendriers aux photos aguichantes et cinq joueurs des Expos font du karaoké sur «Macho Man» des Village People à l'émission *La Fureur...* C'est Andy Warhol qui serait content. ■

REPRÉSENTATION : SUR L'ORATORIO DES VISIONS DE ROYDS FUENTES-IMBERT

Dominique Corneillier

Royds Fuentes-Imbert, jeune auteur québécois d'origine cubaine, place en exergue de *L'oratorio des visions* une citation de Merab Mamardachvli disant que « le théâtre est toujours le théâtre du Théâtre ». Le vertige ainsi mis en place annonce la problématique à l'œuvre dans la trilogie de Fuentes ; problématique qui trouve son aboutissement dans la dernière pièce du recueil : *Le dernier Faust*.

Alors que le Deus ex machina de *Fontaine obscure : drame liturgique pour moines masqués* se présente à nous sans visage (« Non, tu n'es pas mort, moine, c'est que je n'ai pas de visage » (p.35), que Rachel, l'actrice de Wagner, une autre histoire d'amour à Harlem, chante, allégorique, l'avènement de la musique comme un masque sur la nuit du siècle où « N'importe qui peut se masquer comme un travesti. » (p.46), le Faust de Fuentes se joue de la représentation au cœur même de cette représentation pour marquer d'une façon fantomatique sa présence problématique au centre de son effritement silencieux.

« Au commencement était le théâtre, nous y sommes comme dans une substance. » L'action, qui déjà était déjà là, prend ici des allures d'oiseau de proie pour s'abattre sur les acteurs qui, « faisant les grimaces exagérées d'un mime qui aime le tango », jouent une dernière fois pour le spectateur la surprise et l'indifférence d'habiter une représentation impossible dans un monde ne renvoyant qu'à lui-même dans son craquement spectaculaire. Spectateur de lui-même, le Faust ici mis en scène ouvre une béance au cœur de son discours pour signifier dans une « mélancolie clownesque » le drame de l'acteur jouant un théâtre déjà accompli dans l'actuel incessant d'une représentation se donnant pour le réel :

« Ici repose le plus sacré des comédiens ; le dernier, à vrai dire : spectateur de soi-même. (Silence soutenu.) Chers citoyens, tragiques, vénérables frères de l'Ordre des comédiens. J'ai fréquenté Socrate, Descartes, Nietzsche, Artaud, Tchekhov... Je viens d'outre-tombe. Par mon visage, vous me croirez fou, et ma destinée sera celle de vos existences théâtrales, l'expiation de vos images nourries au bestiaire de vos cœurs. Ah! Mes chers citoyens, j'aurais pu vous apporter la révélation définitive et le secret de la composition des substances

**Spectateur de lui-même,
le Faust ici mis en scène
ouvre une béance au cœur
de son discours pour
signifier dans une
« mélancolie clownesque »
le drame de l'acteur jouant
un théâtre déjà accompli
dans l'actuel incessant
d'une représentation se
donnant pour le réel...**

comme l'amour et la foi. Maintenant, c'est trop tard. Chers citoyens, je ne suis plus Faust! Je suis le Chevalier de Paris qui prend cette rose et, comme Rainer Maria Rilke, tout doucement, je me pique (il se pique d'une façon très théâtrale), je l'offre à une amie et meurs. *Faust s'écroule, mort.* » (p.72).

Dans cette substance théâtrale qui seule reste une fois le théâtre représenté comme présence réelle d'une représentation se déconstruisant dans le mouvement incessant des gestes théâtraux, il est tout à fait normal que le spectateur soit sacrifié sur la scène pour marquer dans la violence la fragmentation impossible de son esprit spectaculaire :

« Dans ce sanctuaire reposent les cendres d'un spectateur sacrifié pour ma troupe au service de la représentation. Ô martyr obscur qui a transgressé l'univers des existences théâtrales ! (...) J'ai peur qu'après la fin de mon rôle, quand je rentrerai chez moi, mon corps, mes yeux, tout mon être ne se souviennent plus de moi. J'ai peur de ne plus jamais revenir. » (p.64).

L'abîme qui s'ouvre pour Faust dans ce jeu de la représentation prendra fin dans un mouvement incessant de retour sur soi et de silence imaginé où les mots de son discours organiseront un texte spectral pour le réel où s'invente la scène pour des spectateurs sans visage. Faust quitte le spectacle sans dire au revoir à personne, seulement à son ombre qui marchait derrière lui. Il affirme : « Comme mon fantôme était muet, un monsieur me l'a volé. » (p.74). ■

L'oratorio des visions est publié aux Éditions Élaeis dans la collection Masque d'or, 1999.

L'ÉLÉGANCE THÉORIQUE DE LA NEIGE

Dominique Corneillier

1)

J'ai composé plusieurs poèmes sur des pistes de danses
La plupart ont des images à la place des yeux
C'est selon
L'éclaboussure et l'attente
Qui faisaient d'une direction
Un point dans la musique

2)

Rougir dans le repos des meubles en feu
À l'invention du gaz
Dans l'écrin des filles

3)

Un certain chiffre débalance le calcul
Le scinde en deux
Nous oblige à recommencer
L'économie des choses est là
Comme l'ivoire aux détours des yeux

3)

Avant le retour dans la neige
Et tes mains en estampes de glaise sur les fruits
Avant la parousie du détestable et la liberté des franges
Ton veston occupe toute la place
Et l'on dit qu'il nous faudrait des hémisphères renversés
Pour qu'arrivent à renaître la faune et la flore
Selon une géométrie d'inflation

4)

Les gens du nord quand ils s'embêtent
Et s'éprouvent à l'envers d'eux-mêmes
Sont comme toi
Sont comme nous
Dans les villes que nous avons pour faire avec
Des sciences qui s'élancent aux quatre murs
Aux désordres proportionnels des choses

UN BARRAGE PRIVÉ SUR LA BATISCAN? PRISE 1

RENCONTRE AVEC DEUX OPPOSANTS : JEAN BARIL ET MICHEL TESSIER

N.D.L.R. Depuis l'automne dernier, vous avez sans doute suivi comme nous, à la télé, dans les journaux, à la radio ou par le biais du site Internet de la coalition *Eau secours*, la bataille qui oppose les *Amis de la Batiscan* (en Mauricie), à la compagnie Boralex, une entreprise qui se spécialise dans la construction de petits barrages privés sur les rivières du Québec. En septembre 1999, Boralex avait la voie libre, mais suite à de multiples oppositions, rencontres et pétitions, le ministère de l'environnement a réévalué le dossier. Résultat? Il a révoqué le permis qu'il avait antérieurement octroyé! En janvier dernier, la filiale de Cascades a contesté la décision du ministère. Dans les prochaines semaines, le Tribunal administratif devra donc entendre les parties et donner son jugement. Comme l'objet de cette décision ne portera que sur des aspects techniques, la question politique reste entière : la population est-elle pour ou contre la construction de centrales hydroélectriques privées sur les rivières du Québec? Pour Michel Tessier, agronome, «**il est grand temps que le gouvernement énonce sa philosophie du développement**». Pour Jean Baril, consultant, «**il faut dénoncer les nationalistes qui ne protègent pas leur territoire**». Ces deux opposants sont natifs de St-Narcisse, l'une des trois municipalités qui étaient, jusqu'à peu, les principales responsables du développement récréo-touristique du Parc de la rivière Batiscan... Pour comprendre pourquoi et comment nous en sommes arrivés là, c'est donc dans ces petites municipalités qu'il faut commencer l'enquête...

- Le Parc de la Batiscan, création des municipalités de St-Narcisse, de Ste-Geneviève et de St-Stanislas, avait une vocation récréo-touristique. Alors comment

expliquez-vous le changement de vocation? Et pourquoi les gens de la région en sont-ils arrivés à louer une partie d'un parc public à une compagnie privée spécialisée dans la construction de barrages?

Michel : C'est une question de philosophie du développement. Pour des activités de plein air, des sentiers pédestres, des aires de camping ou du canot kayak, on va privilégier les accès à la rivière, la préservation du caractère sauvage, etc. Et on peut alors administrer avec des moyens financiers modestes. Mais l'actuel projet d'un complexe de 12 chalets, d'un centre multiservices, de restauration, autrement dit la grosse affaire, exige des investissements impensables pour des petites municipalités aux prises avec des compressions budgétaires. Alors, on brade un site exceptionnel, on laisse aux mains d'une entreprise privée le contrôle sur 2,3 km de la rivière afin d'avoir l'argent pour développer le parc! Pour certains élus municipaux, le projet d'un barrage privé arrive donc à point. Mais on a déjà vu mieux comme stratégie de développement écotouristique! Cela ressemble étrangement à du chantage : «qui a les moyens de rejeter un projet de 16 millions de dollars?», disent les promoteurs.

Jean : Et pour comprendre pourquoi nous en sommes là, il faut se rappeler que la construction d'un barrage par une compagnie privée n'était tout simplement pas possible avant 1991. La politique des petites centrales, ce sont les libéraux. A l'époque, le PQ était dans l'opposition. Il criait au scandale. La commission d'enquête Doyon avait notamment montré que le Québec perdait des millions de dollars dans cette aventure, car Hydro-Québec avait l'obligation d'acheter l'électricité des petites centrales à un prix fixe qui s'avérait être supérieur au prix de vente!

Aujourd'hui, le gouvernement péquiste est au pouvoir, mais il n'a pas changé cette politique. Au contraire. Présentement, n'importe quelle chute, sur n'importe quelle rivière, peut intéresser les promoteurs. On est aussi en retard sur l'aménagement des parcs, des réserves fauniques, des sites récréotouristiques. Pendant ce temps, l'actuelle direction Parc de la Batiscan n'a qu'une idée en tête : le développement passe par la construction d'un barrage, même si cela signifie la destruction partielle de ce qui constitue le centre d'intérêt de ce secteur, les chutes à Murphy et la chute des Ailes.

- Il y a pourtant d'autres choix possibles...

Michel : Nous avons rencontré des membres du conseil d'administration pour leur offrir notre aide, pour rechercher ensemble des façons de mettre en valeur le potentiel du Parc. Ce fut une fin de non-recevoir. Ils nous ont clairement dit qu'ils étaient liés, attachés par contrat légal à la compagnie Boralex. Le moindre faux pas, le moindre doute exprimé publiquement concernant le barrage et aussitôt un avocat de Boralex leur tombe dessus.

Jean : Aujourd'hui, un promoteur peut développer un projet privé sur un site public, mais le citoyen n'a pas accès à la moindre information. Nous voulions avoir des documents par le biais de la loi de l'accès à l'information. On n'a pas eu l'information. Si le projet avait été réalisé par Hydro-Québec, on aurait eu accès aux documents. Nous ignorons s'il y a eu des études d'impact. Concernant la sécurité publique, on ne sait rien non plus. Pourtant, suite aux inondations dans la région du Lac St-Jean, le rapport Nicolet avait pointé certaines lacunes dans la gestion des petits barrages. Pas

un maire n'a abordé cette question. Mais à notre assemblée publique tenue à l'automne dernier à St-Stanislas, c'est un agriculteur qui a pris la parole en premier. Il a tout de suite vu les dégâts qu'une hausse de niveau d'eau de quelques mètres pouvait causer sur ses terres!

- Vous n'avez donc obtenu aucun document de la corporation à but non lucratif créée par les municipalités pour gérer, au nom des citoyens des municipalités, le Parc de la Batiscan? C'est bizarre...

Michel : Au début, les municipalités ont créé une corporation à but non lucratif, la Corporation du Parc de la rivière Batiscan. C'est une corporation ouverte au public. Mais en 1993, certains membres du conseil d'administration ont créé une nouvelle entité, le Complexe écotouristique de la Batiscanie inc.

Jean : C'est cette corporation qui a pris le contrôle des lieux avant de les céder à deux autres entreprises, Hydro-Batiscan (gérée par quelques notables) et Boralex (la filiale de Cascades). On passe du public au privé sans que cela paraisse. Et à la fin, les maires n'ont plus grand-chose à dire...

Michel : Du point de vue environnemental, il y a aussi des questions à poser : perte d'habitat pour les poissons, déboisement de sections de rive pour la construction de route, dégagement d'espaces pour les lignes de transport de l'électricité, débit d'eau en dessous du

seuil minimum de protection des habitats. Tout ça sans qu'aucune étude de ces impacts sur l'environnement ne soit déposée. Le certificat d'autorisation était tellement faible que sous la pression de la population et de spécialistes, le ministre Bégin a très exceptionnellement exigé la révocation de cette autorisation.

- C'est pour toutes ces raisons que vous avez alerté l'opinion publique. Et vos révélations ont ébranlé bien des gens...

Michel : En août, une cinquantaine de personnes se sont rencontrées lors d'un « pique-nique » de protestation et, sous l'impulsion d'Anne-Marie Lafontaine, le regroupement *Les Amis de la Batiscan* prenait forme. Rapidement, nous avons organisé une assemblée publique qui a réuni plus de 200 personnes et nous avons obtenu près de 4000 signatures sur notre pétition. Les médias locaux ont beaucoup couvert ce débat. On a aussi parlé de la Batiscan dans *Le Devoir*, *La Presse*, *Le Soleil*, *TVA*, *Télé-Québec*.... Alors oui, on a ébranlé bien du monde et on a eu l'oreille attentive de membres des trois conseils municipaux et du député de la région...

Jean : Maintenant, le débat doit devenir national. C'est pourquoi nous avons le soutien de la coalition *Eau secours*. Car même si Boralex perdait sa cause contre le ministère de l'environnement, les droits hydrauliques lui appartiennent jusqu'en 2005. Il y a, au Québec, 400 sites jugés propices à la

construction de mini-centrales. Le harnachement systématique de toutes les petites chutes du Québec est-il souhaitable? J'ai bien aimé la manière dont l'éditorialiste du *Nouvelliste*, Jean-Marc Beaudoin, a posé le problème : «*la transformation des dernières petites chutes, en particulier celles situées dans la vallée du Saint-Laurent, donc plus accessibles aux populations, est-elle un choix de société valable à long terme?*» (16 octobre, 1999)

- Vous avez gagné la première manche. Quels sont maintenant vos objectifs?

Michel : Nos énergies vont aller à former une coalition des individus et des groupes qui tiennent à conserver la vocation première du Parc de la Batiscan. Car c'est de ça qu'il s'agit : nous assistons à un véritable détournement de vocation d'un site exceptionnel et accessible, devenue de plus en plus rare. Dans 100 ans, de quoi serons-nous le plus fiers : d'un barrage de ciment placé en travers d'une rivière, ayant asséché et inondé deux chutes, ou de la préservation d'un joyau environnemental au cœur de la Mauricie?

Jean : Et surtout, il ne faut pas perdre de vue qu'il ne s'agit que d'une première manche : le Tribunal administratif est un terrain que les avocats Boralex vont utiliser à plein. De notre côté, nous avons encore bien des questions à poser aux élus municipaux et aux membres du gouvernement péquiste. Nous continuerons à démontrer qu'un projet hydroélectrique est la plus mauvaise des solutions pour l'avenir d'un parc! ■

ABONNEZ-VOUS
à

**L'HUMANISTE
COMBATTANT**

LETTRE À LISE PAYETTE

André Baril

Madame Payette, jusqu'à tout récemment, vous étiez de deux combats : pour l'indépendance du Québec et pour l'égalité des femmes. Depuis quelques temps, à la radio, à la télé, dans vos conférences et dans les revues féminines, vous vous réclamez surtout d'un seul, celui de l'égalité des femmes. Serions-nous donc à la croisée des chemins? Faudrait-il y lire un adieu à l'indépendance?

Pourtant, vous étiez là, en 1976, aux côtés de René Lévesque, membre à part entière d'une équipe extraordinaire en quête d'un Québec moderne. La transparence du financement des partis politiques, la défense du fait français en Amérique, la réforme du code civil, l'assurance-auto collective, etc., c'est le résultat de tous vos efforts rassemblés.

Vous étiez une femme du peuple et la porte-parole des femmes, mais à la suite d'une belle provocation, il y eut une tempête politique. «Le mouvement des Yvettes» a agi comme un raz-de-marée. Rien ne vous a alors été épargné, vous êtes devenue l'ennemie de certains groupes féminins.

Comment un tel renversement a-t-il seulement été possible, comment expliquer une telle méprise? Cette question a sans cesse été reprise, mais dans des mots et des contextes différents, par Jean Larose en 1987, par Hélène Pedneault en 1995 et par Jacques Fournier encore tout récemment. Oserons-nous poursuivre ce questionnement ?

Auparavant, je voudrais rappeler, madame Payette, une autre de vos actions en faveur de l'indépendance. Suite aux départs des grands capitaines, de René Lévesque et de Félix Leclerc, à la fin des années 80, vous êtes allée à la rencontre du jeune auteur-compositeur, Michel Rivard, pour lui demander s'il allait reprendre le flambeau. Vous étiez là, en face de lui, dans cette balançoire, sur le bord

du fleuve St-Laurent. Mémorable rencontre, émouvant dialogue, rare moment de télévérité, pourrait-on dire. Vous vous en souvenez encore, je présume, surtout que cette rencontre a dû vous déchirer le cœur à nouveau, car le chansonnier n'avait pas vraiment répondu à votre appel, préférant se définir en fonction d'une «scène internationale» comme il le disait alors. L'auteur du *Phoque en Alaska* se ravivra plus tard, suite notamment à l'échec de Meech, composant une belle chanson avec et pour «une langue aux accents d'Amérique» (formule qui prêterait, par ailleurs, à de belles interprétations).

Presque trahie, presque abandonnée, vous avez pourtant trouvé la

L'automne dernier, dans une entrevue accordée à Stéphan Bureau (Le Point, à la SRC), vous avez repris une idée que l'on a déjà entendue, mais qui a rarement été discutée. Vous avez dit : «la culture est portée par les femmes». Mais de quelle culture vouliez-vous parler?

force de renaître : femme de lettres, femme de cœur. Aujourd'hui, un nouveau dialogue vous anime, celui que vous avez avec votre petite-fille, Flavie, comme vous l'avez si bien raconté dans *Le chemin de l'égalité* (Fides, 1996). Lors de votre passage à l'émission de Pierre Maisonneuve (RDI, le 28 décembre 1999), vous avez ajouté : je veux que Flavie soit «la principale gardienne de son égalité». Ce nouveau dialogue contient évidemment une grande charge politique.

Par contre, l'automne dernier, dans une entrevue accordée à Stéphan

Bureau (*Le Point*, à la SRC), vous avez repris une idée que l'on a déjà entendue, mais qui a rarement été discutée. Vous avez dit : «la culture est portée par les femmes». Mais de quelle culture vouliez-vous parler ? Et si votre affirmation est vraie, quelles en sont les incidences politiques ?

Cela nous ramène à notre premier sujet, le sujet tabou de notre société : la culture, la question nationale et les femmes. Pour en discuter, partons d'une donnée incontestable. Dans leur ouvrage savant, Bernier, Lemieux et Pinard ont patiemment compilé les sondages des dernières décennies. Il est intéressant de constater l'écart entre le vote des femmes et celui des hommes, une constante historique qui se serait encore confirmée lors du référendum de 1995 : «l'écart entre les hommes et les femmes fut assez prononcé; après répartition des indices au prorata, le OUI chez les femmes était en moyenne de 9% inférieur au OUI chez les hommes» (*Un combat inachevé*, Presses de l'Université du Québec, 1997, p. 295).

Comment expliquer ce constant écart? Mettre la faute sur la condition économique des femmes m'apparaît être une explication trop facile, une manière de balayer la question sous le tapis. Je propose plutôt de regarder du côté de la fragile identité culturelle des Canadiens français et de se rappeler en même temps que l'humain se définit à la fois par ressemblance et par opposition (ou continuité et rupture).

Oui, dans bien des foyers comme dans plusieurs cercles culturels, malgré les façades modernes, règne encore l'ancienne et vénérable culture de survivance, celle des Canadiens français, leur plus lointain repère historique, leur mémoire centenaire. Aussi, madame Payette, quand vous dites que les femmes ont porté la culture, il faudrait en préciser le sens et

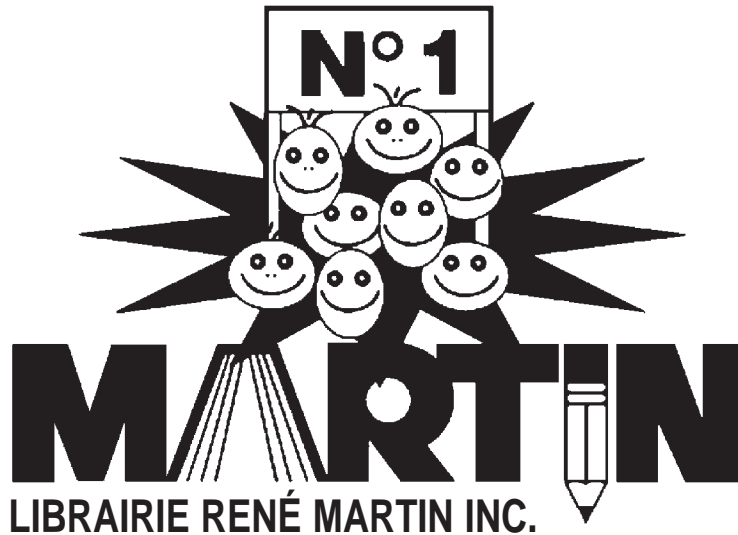
surtout en voir les incidences politiques, car la culture de survivance, dont nos mères et nos grands-mères furent, avec le clergé, les principales gardiennes, a une finalité très précise : la conservation de l'identité canadienne-française. Cette conservation repose sur un jeu de contrastes : si notre langue nous donne un statut particulier en Amérique, notre appartenance canadienne nous préserve aussi d'une trop grande ressemblance avec la France, et ce dernier point, il ne faudrait surtout pas l'oublier!

Être distinct de tous les autres et ne ressembler qu'à soi-même, telle serait donc la structure de toute quête identitaire. Pour les Canadiens français, cela peut conduire à la risi-

ble revendication d'«un Québec fort dans un Canada uni», selon le célèbre mot d'Yvon Deschamps. Et voilà aussi pourquoi les Canadiens français sont leur propre ennemi quand il s'agit d'arpenter le chemin de l'indépendance. Surtout qu'il n'est pas bien d'en parler (autre moment marquant de notre télé : suite à une question de Denise Bombardier qui lui demandait d'expliquer notre «attachement au Canada», je me rappelle très bien l'embarras du flamboyant Pierre Bourgault ; pour une rare fois, il ne savait que dire...).

Madame Payette, votre entrée en politique a grandement contribué à la marche moderne québécoise. Contre vents et marées, vous avez amené des

réformes dont nous tirons aujourd'hui tous les bénéfices. Malheureusement, les fantômes du passé – qui avaient si bien épaulé nos ancêtres au cours de la longue période de survivance – se sont retournés contre ce qui aurait été une décisive avancée moderne. Les naufrageurs ont ensuite fait le reste. Qu'importe, il y aura d'autres occasions (mais face à l'avenir, il ne faut rien exclure, ni l'indépendance, ni l'émergence de leaders canadiens capables de négocier sérieusement avec le Québec, pas même notre tranquille disparition...). Et pour tout ce que vous avez accompli et ce que vous incarnez, madame Payette, vous avez mon estime et ma gratitude. ■



LIBRAIRIE RENÉ MARTIN INC.

598, St-Viateur, Joliette, Québec, J6E 3B7
Téléphones: (450) 759-2822 • (450) 586-6116



René Laurin
 Député de Joliette



Tél.: (450) 759-0100

M. RENÉ CHARETTE
 DIRECTEUR GÉNÉRAL

414, rue Beaudry Nord, Joliette (Québec) J6E 6A8



CAFÉ • RESTO • CAFÉ EN VRAC

420, rue St-Viateur
 Centre-Ville de Joliette
 752-4369

Bertrand Trudel
 Vice-président



**LÉVESQUE
 BEAUBIEN
 GEOFFRION INC.**

37, Place Bourget Sud
 Bureau 201
 Joliette (Québec) J6E 5G1
Téléphone: (450) 756-3103
Montréal: (450) 871-2411
 Canada: 1-888-533-2033
 U.S.A: 1-800-678-7155
 Télécopieur: (450) 759-6603

L'Interlude
 Café Bar



Cocktails
Bières importées
Spectacles
Terrasse

408, bld. Manseau, Joliette, J6E 3E1 (450) 759-7482



Dr YVES LEBLANC, O.D.
 Optométriste

Téléphone: (450) 755-4779
 Télécopieur: (450) 755-2314

366, Manseau, Joliette (Québec) J6E 3E1



Vous désirez vous abonner à *L'humaniste combattant* ?

Catégorie d'abonnement	Une année 4 numéros	Cochez votre choix
Étudiant (e)	7\$	
Individu	12\$	
Institution	25\$	
Soutien individuel	40\$ (2 exemplaires)	
Soutien institutionnel	75\$ (2 exemplaires)	

INDIVIDU

Nom: _____

Adresse: _____

_____ Code postal: _____

INSTITUTION

Nom de la personne responsable: _____

Adresse: _____

_____ Code postal: _____

POSTEZ votre chèque à: *L'humaniste combattant*, 20, rue Saint-Charles Sud, c. p. 1097, Joliette, J6E 4T1